

# CULTURE CONTACTS AND THE MAKING OF CULTURES

Papers in Homage to  
Itamar Even-Zohar



Edited by

Rakefet Sela-Sheffy and Gideon Toury



# CULTURE CONTACTS AND THE MAKING OF CULTURES

**Papers in homage to Itamar Even-Zohar**

Edited by

Rakefet Sela-Sheffy  
Gideon Toury

Tel Aviv  
Tel Aviv University: Unit of Culture Research

2011

Copyright © 2011 Unit of Culture Research, Tel Aviv University  
& Authors.

All rights reserved. No part of this book may be reproduced in any form, by photostat, microform, retrieval system, or any other means, without prior written permission of the publisher or author.

Unit of Culture Research  
Faculty of Humanities  
Tel Aviv University  
Tel Aviv, 69978 Israel  
[www.tau.ac.il/tarbut](http://www.tau.ac.il/tarbut)  
[tarbut@post.tau.ac.il](mailto:tarbut@post.tau.ac.il)

*Culture Contacts and the Making of Cultures: Papers in Homage to Itamar Even-Zohar* / Rakefet Sela-Sheffy & Gideon Toury, editors.

Includes bibliographical references.

ISBN 978-965-555-496-0 (electronic)

The publication of this book was supported by the Bernstein Chair of Translation Theory, Tel Aviv University (Gideon Toury, Incumbent)

Culture Contacts and the Making of Cultures: Papers in Homage to Itamar Even-Zohar

Sela-Sheffy, Rakefet 1954- ; Toury, Gideon 1942-

© 2011 – Unit of Culture Research & Authors

Printed in Israel

# Table of Contents

To The Memory of Robert Paine	V
Acknowledgements	VII

## **Introduction**

Rakefet Sela-Sheffy	1
---------------------	---

## **Part One**

### **Identities in Contacts:**

### **Conflicts and Negotiations of Collective Entities**

Manfred Bietak	
The Aftermath of the Hyksos in Avaris	19

Robert Paine†	
Identity Puzzlement: Saami in Norway, Past and Present	67

Rakefet Sela-Sheffy	
High-Status Immigration Group and Culture Retention: German Jewish Immigrants in British-Ruled Palestine	79

Wadda Rios-Font	
Ramón Power y Giralt, First Delegate to the Cádiz Courts, and the Origins of Puerto Rican National Dis- course	101

Israel Gershoni	
Culture Planning and Counter-Planning: The Young Ha- san al-Banna and the Formation of Egyptian-Islamic Cul- ture in Egypt	131

Gisèle Sapiro Recadrer la mémoire collective: l'exemple de la France à la Libération	147
Nitsa Ben-Ari Popular Literature in Hebrew as Marker of Anti-Sabra Culture	219
Jón Karl Helgason The Role of Cultural Saints in European Nation States	245
<b>Part Two</b>	
<b>Repertoire Formation: Invention and Change</b>	
Orly Goldwasser The Advantage of Cultural Periphery: The Invention of the Alphabet In Sinai (Circa 1840 B.C.E)	255
Gabriel M. Rosenbaum The Rise and Expansion of Colloquial Egyptian Arabic as a Literary Language	323
Gideon Toury The Invention of a Four-Season Model for Modern Hebrew Culture	345
Panchanan Mohanty Why so Many Maternal Uncles in South Asian Languages?	365
Thomas Harrington Urbanity in Transit: Catalan Contributions to the Archi- tectural Repertoire of Modern Uruguay	391

Nam-Fung Chang The Development of Translation Studies into a Discipline in China	411
Yaacov Shavit The Reception of Greek Mythology in Modern Hebrew Culture	437
Saliha Paker Translation, the Pursuit of Inventiveness and Ottoman Poetics: A Systemic Approach	459
Notes on Authors	475





# RECADRER LA MÉMOIRE COLLECTIVE : L'EXEMPLE DE LA FRANCE À LA LIBÉRATION

**Gisèle Sapiro**

*A Itamar Even-Zohar, qui m'a donné le goût de la recherche*

**Préambule** : Lorsque j'ai commencé mes études au département de Poétique et littérature comparée de l'Université de Tel-Aviv en 1986, j'ai tout de suite remarqué la figure distinguée du Professeur Itamar Even-Zohar, qui impressionnait les aspirants que nous étions par sa culture sans rivages – il maîtrisait trente langues et nous promenait dans l'histoire universelle avec une aisance confondante, des Sagas islandaises à l'Italie du Risorgimento – et par son détachement ironique. Il faisait cours apparemment sans notes, sur le ton badin de la conversation, propre au tutorat plus qu'à la chaire, à mille lieues de toute démagogie, et sans aucune concession à la bêtise humaine. Il nous impressionnait et nous intimidait, nous redoutions par-dessus tout de mériter le mépris dans lequel il semblait tenir la plus grande partie des êtres et des choses. Il fallut quelques temps pour que l'haute et élégante silhouette qui nous transperçait d'un regard bleu laissât entrevoir des abîmes de bienveillance et de générosité. J'avais entrepris parallèlement un cursus de philosophie et envisageait, à la fin du premier cycle qui me donnerait le titre de Bachelor or Arts, de m'orienter vers la logique. Je fis part de ce projet à Itamar, dont je m'étais rapprochée, et avec lequel j'entretenais des relations de plus en plus cordiales. Tu ne feras pas de recherche, a-t-il déclaré ! Cette phrase suffit à me faire changer d'avis. Je me inscrivis donc en second cycle sous sa direction. J'avais d'abord eu l'idée de travailler sur la comtesse de Ségur, dont les romans avaient marqué mon enfance et façonné la vision du monde de centaines de milliers de petites filles et de petits garçons, mais Itamar m'en dissuada. Je finis par trouver mon sujet : ayant lu un article du sémioticien russe Iouri Lotman sur « l'image de soi » d'une culture, je décidai de consacrer mon mémoire à « L'image de soi » de la France à la Libération. Le répertoire des représentations nationales dans les hebdomadaires de la nouvelle presse (1944-1945). Outre les discussions sur la construction conceptuelle de

*la problématique et le plan, Itamar me proposa, pour m'aider à venir à bout de cette première expérience de recherche, de lui rendre quelques pages tous les quinze jours, ce qui m'aida à progresser dans les méandres de la rédaction et à la rendre moins douloureuse. En Master, nous étions déjà professionnalisés : Itamar m'avait obtenu un poste à mi-temps à la bibliothèque de l'Institut Porter, et j'assurais les T.D. du cours de narratologie de Menakhem Perry, ainsi que de celui d'histoire des idées politiques de Shlomo Sand. Je m'initiais aussi à la traduction. Itamar m'avait associée à l'équipe qui avait entrepris de traduire des textes du sociologue Pierre Bourdieu, dont il introduisait les travaux en Israël. Lors du séjour de recherche que j'ai effectué à Paris pour réunir mon matériel, j'ai rencontré Pierre Bourdieu, auprès de qui Itamar, qui était son ami, m'avait recommandée. Itamar m'avait conseillé de poursuivre mes études doctorales en France lorsque j'aurai obtenu mon M.A. Je rédigeai un projet de thèse sur la recomposition du champ littéraire à la Libération et l'envoyai à Bourdieu, qui accepta de le diriger à l'École des hautes études en sciences sociales. Ayant achevé mon mémoire en septembre 1990, je partis pour Paris, ma ville natale, pensant que je retournerais à Tel-Aviv au terme de mon doctorat. Je ne suis jamais revenue : quelques mois après avoir soutenu ma thèse de doctorat en décembre 1994, devant un jury dont Itamar faisait partie, j'étais recrutée au CNRS et affectée au Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, fondé par Pierre Bourdieu. Mais jamais les liens d'amitié qui me reliaient à Itamar ne furent distendus ni le dialogue interrompu. C'est lui qui m'a conduite de la littérature à la recherche en sociologie par le biais de la sémiotique de la culture. Il m'a surtout donné le goût de la recherche, qui ne m'a plus quitté depuis.*

*Cet essai en son honneur reprend, à sa demande, et sous une forme remaniée, une partie du mémoire de Master que j'ai rédigé sous sa direction. Faute de pouvoir procéder à une refonte totale qui eût engagé des nouvelles recherches, j'ai effectué une mise à jour partielle et nécessairement insatisfaisante de ce premier travail de recherche réalisé il y a plus de vingt ans, augmenté d'une nouvelle introduction qui rejoint mes préoccupations actuelles.*

## **1. Introduction**

Comment se forme l'image qu'une société se fait d'elle-même ? Comment évolue-t-elle dans le temps, tout en assurant une continuité par-delà les changements politiques, socio-économiques et/ou culturels ? Cette étude porte sur la reconstruction de « l'image de soi » de la

France au lendemain de l'occupation allemande et du régime de Vichy, qui ont bouleversé les structures sociales et généré une crise de l'identité collective. La reconstruction passe par la réaffirmation des représentations constitutives de la culture nationale à travers la réactivation de l'héritage révolutionnaire, par le récit intégrant le passé immédiat dans la mémoire collective, et par l'élaboration de programmes et de projets pour l'avenir. Prenant pour source les hebdomadaires politico-culturels publiés dans la première année qui suit la Libération, l'analyse examine les représentations et thèmes convergents et les points de divergence entre les différences tendances politiques. Cette étude de cas est précédée d'un bref état des lieux et d'une ébauche de réflexion sur les concepts et outils théoriques dont nous disposons pour analyser l'« image de soi » d'une société.

### **1.1. Représentations, modèles, catégories, schèmes**

Loin d'être une activité passive, comme le supposaient les empiristes, la perception de la réalité a une dimension active sur laquelle la tradition rationaliste, néokantienne en particulier, a mis l'accent. Durkheim et Mauss (1903) les premiers ont insisté sur le caractère socialisé des « formes de classification », sur l'origine extra-logique des notions logiques. Comme ils l'écrivent :

D'un autre côté, classer, ce n'est pas seulement constituer des groupes – c'est disposer ces groupes suivant des relations très spéciales. Nous nous les représentons comme coordonnés ou subordonnés les uns aux autres, nous disons que ceux-ci (les espèces) sont inclus dans ceux-là (les genres), que les seconds subsument les premiers. Il en est qui dominent, d'autres qui sont dominés, d'autres qui sont indépendants les uns des autres. Toute classification implique un ordre hiérarchique dont ni le monde sensible ni notre conscience ne nous offrent le modèle. Il y a donc lieu de se demander où nous sommes allés le chercher.

Durkheim définit par ailleurs les manières de sentir, de penser, d'agir, comme des faits sociaux (Durkheim 1895). La notion de « représentations sociales », ou de « représentations collectives », qu'il distingue des représentations individuelles pour démarquer l'objet de la sociologie de celui de la psychologie, désigne ces manières de penser communes à un groupe (Durkheim 1898). L'idée que les modes de catégorisation ne sont pas universels mais historiques, et qu'ils varient d'une société et

l'autre ou d'une période à l'autre, se retrouve chez Cassirer (1972), avec la notion de « formes symboliques », qui structurent la « vision du monde » d'une époque. Panofsky (1967) a montré, de son côté, que cette vision du monde peut, à une même époque, sous-tendre des activités très différentes, comme l'art gothique et la scolastique. Dans la théorie sociologique de Pierre Bourdieu (1980a ; 2002), qui se fonde largement sur les précédents, les « schèmes » de perception, d'action et d'évaluation constituent l'habitus. Cette idée du caractère actif de la cognition est présente aussi dans la tradition de la sémiotique de la culture avec la notion de « modèles » (Even-Zohar 1990), comme dans la sociologie interactionniste de Goffman (1974) qui, se référant à Bateson, parle des « cadres de l'expérience ». Le partage de tels schèmes, formes et cadres, qui se surimposent au continuum de l'expérience, au point de la rendre discontinue, est la condition de la communication. Ces schèmes concernent non seulement l'environnement matériel mais aussi humain et social, ils organisent la perception des situations comme les classements et les hiérarchies opérés spontanément par les individus. Les individus classent et se classent dans des groupes (famille, tribu, caste, ordre, profession) et dans des entités formées sur des bases culturelles et/ou géographiques, qui peuvent avoir un fondement juridique ou prétendre en avoir (les nations en formation sans Etats). Ces représentations concernent aussi bien la sociodicée, à savoir le grand récit de l'histoire du groupe, qui constitue la « mémoire collective » (Halbwachs 1994), que son présent et son futur.

Les concepts de catégories de l'entendement, de formes de classification, de représentations, de schèmes, de modèles, de formes symboliques et de cadres ne se recoupent pas entièrement. Sans prétendre ici répondre à des questions qui nécessiteraient un examen beaucoup plus approfondi de ces concepts et de leurs usages dans la littérature savante, on peut à première vue les différencier selon le niveau auquel ils opèrent, les aspects sur lesquels ils mettent l'accent, leurs usages. Les formes de classification concernent, comme on l'a vu, les modes d'assemblage et de séparation des classes ou des groupes d'objets, de personnes, de situations, les relations d'inclusion ou d'exclusion, les principes de hiérarchisation. Ces classes ou groupes déterminent la perception et l'évaluation des objets et des êtres du monde environnant, ils sous-tendent la « représentation » que s'en font les individus

qui les partagent. Empruntée à la psychologie, la notion de représentation met l'accent sur la faculté de l'esprit de se remémorer des impressions hors de la présence des objets qui les ont suscitées, faculté dont l'empirisme et la psychophysiologie ne peuvent entièrement rendre compte. Ce qui permet à Durkheim (1898 : 17) d'affirmer que les représentations collectives ne dérivent pas des consciences individuelles mais de leur interaction. Bourdieu préfère cependant au terme de « représentation(s) » celui de « schème(s) » de perception, d'action, d'évaluation, plus proche de « modèle(s) » en ce qu'il insiste sur leur dimension structurante, mais qui souligne en même temps, à la différence des deux autres, leur caractère partiel, flou, ajustable. Ce caractère flou est un trait non négligeable, car il explique le mode de fonctionnement de ces représentations sociales, qui peut aisément transgresser les règles de la logique, tel que le principe de non contradiction.

Il reste que, du point de vue de la recherche empirique, ces différents concepts n'ont pas le même usage et peuvent être utilisés alternativement selon qu'on travaille sur un corpus de textes et/ou d'images, dont on dégage des « représentations » de la réalité, ou sur l'activité de production de ces représentations, avec le concept de « schèmes » qui renvoie au *modus operandi*, et qui permet en outre d'inclure les systèmes d'oppositions qui structurent la perception, selon le principe de la différence significative emprunté par l'anthropologie structurale à la linguistique saussurienne (voir par exemple Bourdieu 1980b). Le concept de « modèle » a, quant à lui, l'avantage de désigner, d'une part, les relations entre représentations élémentaires (qui peuvent par exemple dériver d'un même « modèle ») et, d'autre part, les combinaisons possibles entre ces éléments ainsi que le type de relations qu'elles supposent. Il faut cependant éviter le biais intellectualiste qui consiste à faire de ce qui est avant tout une reconstruction savante l'origine de l'action des individus, comme le souligne Bourdieu dans sa critique de cette notion (1980a : 63-68).

Le concept de « modèle » peut faire le lien avec celui de « cadre » qui, selon Goffman (1974), donne aux événements leur signification et permet aux individus d'ajuster leur comportement à différentes situations en fonction d'un ensemble de règles et de conventions plus ou moins intériorisée, les ratages ou les situations de rupture d'intelligibilité révélant les limites de ces cadres et leur fondement cul-

turel. Goffman distingue les cadres primaires des modalisations qui transforment les matériaux signifiants selon les premiers à partir d'une série de conventions, comme dans le jeu ou au théâtre, et des cadres fabriqués (comme les canulars) qui conduisent les individus à agir en se référant à un cadre primaire erroné par rapport à la réalité de la situation. À partir de cette notion cinématographique se sont développés – notamment en science politique – des travaux sur les types de « cadrage » de la réalité, dont la problématique rejoint, sans la recouper entièrement, la réflexion sur le rôle des « récits » (« narratives ») dans la perception et l'interprétation des événements, la notion de « cadrage » insistant sur les relations synchroniques entre les éléments qui constituent un événement tandis que celle de récit l'inscrit dans une succession d'événements en établissant notamment des relations de succession, voire de causalité.

## 1.2. La construction des identités collectives

Pour désigner les représentations partagées par une communauté, Durkheim a forgé le concept de « conscience collective ». Aussi séduisante soit-elle, cette notion présente nombre d'inconvénients : elle donne l'image d'un ensemble homogène de représentations ; elle suggère – même si ce n'était pas l'intention de Durkheim – que les principes qui sous-tendent ces représentations sont énoncés clairement et intériorisés par tous les membres de la société dont ils orientent les comportements<sup>1</sup> ; elle ne prend pas en considération le caractère préflexif de la pratique ; elle ne rend compte ni de l'hétérogénéité, ni de la dynamique de transformation de ces représentations. Comme l'explique Pierre Bourdieu (1980a ; 2002), qui est proche en cela de Foucault (1966 : 373), ces représentations sont des schèmes de perception, d'évaluation et d'action plus ou moins codifiés mais qui, étant incorpo-

---

<sup>1</sup> Evoquant les difficultés soulevées par le terme d'inconscience, Durkheim (1898: 15) maintient cependant, contre William James, l'idée qu'elle désigne, à savoir l'action de caractères non conscients qui orientent le comportement, et qu'on peut aussi appeler « conscience sans moi », en ce qu'ils renvoient à des « centres de conscience secondaires, épars dans l'organisme et ignorés du centre principal ». Pour lui (*ibid*, n. 2), la notion de « représentation inconsciente » est équivalente en définitive à celle de « conscience sans moi qui appréhende ». L'exemple qu'il donne est celui des préjugés.

rés dans les habitus, orientent la pratique et les jugements pratiques sans nécessairement se présenter explicitement à la conscience des agents. Forment-elles pour autant un « inconscient collectif », dictant le comportement des individus à leur insu, comme le suggère l'anthropologie structurale ? Ce modèle demeure encore trop mécanique aux yeux de Pierre Bourdieu (2002: 248-255 ; 1980a : 66), parce qu'il ne prend pas en compte l'aptitude des individus à élaborer des stratégies plus ou moins ajustées à différentes situations, ou encore ce qu'on appelle aujourd'hui dans la littérature anglo-américaine l'« *agency* ». C'est pourquoi il préfère parler de schèmes « implicites » plutôt que de structures inconscientes.

Durkheim insistait sur le caractère contraint de ces manières de sentir, de penser et d'agir, qui s'imposent à l'individu de l'extérieur. Le caractère acquis (et non inné) de la culture est un postulat partagé aussi bien par la tradition anthropologique que par la sémiotique de la culture telle que développée par l'école de Prague. La notion de « culture » s'est en effet imposée dans ces deux traditions pour désigner l'ensemble des croyances, des schèmes de comportement, des valeurs et des normes d'une société (voir notamment Malinowski 1931, Murdock 1932; Linton 1938; Herskovits 1948), ou encore le système de signes qui permet la communication au sein d'une communauté (voir en particulier Lotman 1976; 1977; Lotman, Uspenskij, Ivanov, 1975; Lotman, Uspenskij 1978). Lotman (1976) définit ainsi la notion de culture comme la somme d'information non-héréditaire et des moyens qui en permettent l'organisation et la conservation, ou encore (1978) comme la mémoire non-héréditaire d'une communauté.

Selon ces deux traditions, la culture est le principe unificateur d'une communauté dans l'espace, du fait que les individus partagent des croyances, des pratiques, des valeurs, et possèdent donc la compétence de communiquer, c'est-à-dire de produire des systèmes de signes reconnaissables par leurs pairs et d'appréhender et juger ceux que produisent leur pairs. C'est aussi le principe unificateur de cette communauté dans le temps, du fait que ces croyances, pratiques, valeurs et cette compétence sont transmises de génération en génération et que, inversement, chaque génération se rattache aux précédentes en conservant l'héritage transmis. De ce point de vue, la culture fonctionne comme une « mémoire collective ». La pertinence de cette métaphore si

courante dans l'historiographie des dernières décennies tient au fait que, comme le dit Lotman, la conservation du passé ne s'effectue pas suivant un simple principe d'accumulation (comme le pensaient les anthropologues cités), mais suivant des critères de sélection qui doivent être reconstitués par le chercheur. Selon Lotman, la culture serait, sous ce rapport, un mécanisme complexe de conservation impliquant l'élaboration de moyens de conservation et de transmission toujours plus perfectionnés.

Le concept de « répertoire » élaboré par Even-Zohar (2000), qui s'inscrit, dans son approche de la culture, à la fois dans la tradition anthropologique et dans celle de la sémiotique de la culture, a une indiscutable valeur heuristique pour explorer ce stock de représentations collectives et son mode de fonctionnement. Elle permet d'une part de distinguer les représentations ou modèles partagés par certains groupes d'individus (classe, nation, groupement professionnel, groupements politique<sup>2</sup>), d'autre part d'étudier les modalités d'activation des répertoires – Even-Zohar propose ainsi de différencier les éléments « disponibles », qui sont fréquemment mobilisés, des éléments « accessibles », qui sont peu ou pas activés à une époque bien qu'existant dans le « stock » – et leur circulation à travers les emprunts et transpositions.

Comme le souligne Bourdieu (1980a), les schèmes de perception sont inséparablement des schèmes d'évaluation. C'est pourquoi je proposerai d'ajouter à ce dispositif analytique le concept d'« opérateurs axiologiques » pour désigner des schèmes dotés d'une valeur positive ou négative, faisant partie de la *doxa* d'une culture : ces schèmes permettent d'unifier des systèmes d'opposition hétérogènes et de passer de la sorte d'un système de classification à un autre de façon floue, ainsi que je l'ai montré pour le schème « désintéressement/utilitarisme » ou pour la notion de « civilisation », opposée à la « barbarie » (Sapiro 2004).

Si ces schèmes et cadres de perception et d'action ne sont pas innés, ils sont le produit d'une activité sociale non seulement de transmission

---

<sup>2</sup> Parfaitement compatible avec cette approche, la notion de répertoire d'actions collectives qui s'est développée indépendamment dans les études de mobilisation a également démontré sa valeur heuristique (voir en particulier Tilly, 1986: 541).



mais aussi de production. Cette activité de production concerne aussi bien l'image de soi de la communauté en question que ses représentations de « l'autre », qui sont intimement liées. L'« image de soi », c'est-à-dire les représentations collectives de la communauté produites en son sein est ce qui permet à chacun de ses membres de s'identifier au groupe, suivant un principe qui transcende le simple fait de partager des pratiques, des croyances, une langue, etc. Elle est constitutive de son « identité ». Le besoin de constituer une telle identité va croissant à mesure que le groupe en question s'élargit au-delà de la petite communauté locale qui partage des croyances ainsi que des manières d'être et de faire, et qu'elle se différencie par la division du travail. Alors que l'activité de production de leur image par ces petites communautés (comme les sociétés tribales) est tournée vers l'extérieur, et joue un rôle dans les relations d'alliance ou de conflit avec les autres communautés, celle des grandes organisations (comme les États-nations, les communautés religieuses) visent à consolider l'unité en suscitant l'adhésion des individus au groupe dans son ensemble sur des bases identitaires.

Un des cadres qui s'est imposé dans la période contemporaine pour penser les entités est le cadre national. À partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un phénomène de nationalisation de la culture. À un moment d'accélération de la division du travail (Durkheim 2007) et de laïcisation, la nation devient la référence identitaire. La construction culturelle des identités nationales a fait l'objet de nombre de travaux (Gellner 1989; Even-Zohar 1990; Thiesse 1999).

Pour penser les moments de production des éléments définissant les entités collectives, Itamar Even-Zohar (2008) a proposé le concept de « planification culturelle ». Si les moments de construction identitaire peuvent justifier le recours au concept de planification, notamment dans les phases antérieures à la formation des États-nations, il paraît cependant nécessaire de distinguer les conditions de production des représentations collectives de leur mise en œuvre dans des politiques publiques, deux processus qui ne sont pas nécessairement concertés. On constate même plutôt, dans les États-nations modernes, une division du travail intellectuel entre planification et mémoire, entre experts et intellectuels. La notion de planification, qui suppose l'action concertée, devrait, me semble-t-il, être réservée à ces moments fondateurs ou aux référentiels de l'action politique (à condition toutefois de ne pas

masquer les luttes qui sous-tendent ce processus) : programmes scolaires, célébrations officielles, constitution d'un panthéon de grands hommes, etc. Mais la production de représentations collectives est une activité qui dépasse largement sa traduction dans des politiques publiques. Toutes les représentations produites ne sont pas appelées à devenir des référentiels pour ces politiques : elles entrent en concurrence, et deviennent référentiels lorsqu'elles sont portées par des groupements d'intérêts assez puissants pour les imposer ; en outre, leur rapport avec ces politiques n'est pas toujours de cause à effet, elles peuvent avoir une simple fonction légitimatrice, ou constituer une nouvelle rhétorique de justification. Or les producteurs de représentations collectives n'agissent pas nécessairement sur commande, ni de manière concertée : ils peuvent incarner des intérêts de groupes qu'ils formulent et explicitent plus ou moins, à l'instar du prophète weberien (Weber 1995 : 190-211; Bourdieu 1971).

En outre, Bourdieu (1977), à la suite de Marx et de Weber, réintroduit les conditions sociales de production de ces schèmes, leur fonction dans la légitimation de l'ordre social et des modes de domination, ainsi que les rapports de force et de lutte dont ils sont l'objet : le concept d'« idéologie dominante » (Bourdieu et Boltanski, 1975) permet ainsi de désigner les schèmes ayant force de loi, qui fondent ou justifient l'action publique et, plus largement, la doxa, la hiérarchie des valeurs dans une société. La notion d'« idéologie » comme l'adjectif « dominante » rappellent que ces schèmes et ces hiérarchies n'ont rien de naturel, qu'ils n'apparaissent pas spontanément, mais qu'ils sont le fruit d'une activité de production, qui invite à une sociologie des producteurs, à savoir les intellectuels. Or, comme le souligne Shlomo Sand (2010), le rôle des intellectuels dans la construction des identités nationales n'a pas fait suffisamment l'objet d'une étude approfondie et systématique. La notion d'« idéologie » invite aussi à une étude des formes de résistance à l'imposition de ces schèmes (Even-Zohar 2002). En outre, se pose la question de leur évolution ou du changement de ces cadres de perception. Les notions de contacts culturels, circulation (de modèles), transfert, échanges, hybridation ont été mobilisées dans différents cadres théoriques pour penser les conditions sociales et les causes de ces changements (Even-Zohar, 2005).

Si le modèle national s'est diffusé d'un pays à l'autre, sur un mode quasi-mimétique, les définitions de la nation varient fortement, selon qu'elles mettent l'accent sur le territoire ou sur la filiation biologique. Mais dans les deux cas, la nation se définit aussi par sa culture, c'est-à-dire les schèmes de perception et d'action acquis par l'éducation, qui dans beaucoup de pays passe sous le contrôle de l'État (voir par exemple Déloye 1994). Tout comme les conditions d'accès à la nationalité, par le droit du sol ou celui du sang, la notion de culture nationale sert aussi bien à exclure qu'à inclure. Elle définit l'identité collective et ses marges. Selon sa définition, large ou étroite, territoriale ou biologique, elle inclura ou exclura telle ou telle minorité : les juifs ont été exclus de l'identité nationale en Allemagne et en Europe de l'Est dans les années 1930, ainsi qu'en France sous le régime de Vichy, par la législation antisémite. Les représentations nationales constituent donc un enjeu de lutte entre différents groupes sociaux et politiques.

## **2. La construction et la reconstruction des identités nationales : l'exemple de la France de Vichy et de la Libération**

Les périodes de crise de l'identité nationale sont des moments d'observation privilégiée des luttes pour la réappropriation des symboles de la nation. Ainsi, en France, après la défaite de 1940, tandis que le régime de Vichy tente de redéfinir l'identité nationale autour d'une conception xénophobe et de plus en plus raciste (Paxton 1973, Faure 1989, Gervereau et Pechanski 1990, Muel-Dreyfus 1996), une guerre idéologique s'engage avec les mouvements de la Résistance, chaque camp se réclamant de l'identité nationale authentique et prétendant défendre l'intérêt de la nation (Kedward and Austin dir., 1985). La Résistance intellectuelle va en effet livrer un combat acharné pour la récupération des thèmes et des symboles accaparés par les idéologues de la « Révolution nationale » promue par le régime de Vichy (Sapiro, 1999) : la vertu patriotique, les éléments de l'identité nationale, les symboles (à commencer par Jeanne d'Arc), les références historiques (Péguy, la culture médiévale), jusqu'au thème de la « fidélité à la terre », que marquera l'adoption des noms de pays de France comme pseudonymes clandestins, mais aussi l'Europe (contre le projet d'une Europe sous l'égide de l'Allemagne nazie soutenu par les collabora-

tionnistes), et des valeurs comme l'humanisme, l'entente entre les peuples, la liberté, héritage de la Révolution française.

Le cadrage des « événements » marquants de l'histoire nationale participe de la construction de la mémoire collective (Halbwachs 1994). La défaite et l'occupation donnent ainsi lieu à des récits (*narratives*) concurrents, qui peuvent prendre une forme fictionnelle ou non. C'est l'histoire qui est mobilisée en premier lieu pour penser l'événement. Elle est d'abord mobilisée spontanément au niveau de la mémoire individuelle et collective, ravivant une expérience marquante ; c'est pourquoi les comparaisons avec d'autres guerres varient en fonction des générations : la défaite de 1870 face à l'Allemagne pour la génération des hommes de plus de 60 ans (référence récurrente chez les vichystes), la Guerre de 1914 pour les hommes de 40 ans comme Aragon (les poèmes « Vingt ans après », « La valse des vingt ans », « Les larmes se ressemblent »). Mais des périodes historiques plus reculées sont convoquées, en particulier le Moyen-Age, qui connaît une vogue depuis le milieu des années 1930. En réalité, les usages de l'histoire, sous l'Occupation ont moins une fonction de connaissance qu'une fonction idéologique. L'histoire nationale est un enjeu de lutte. La Résistance va lutter pour se la réapproprier (par exemple, Eléonore d'Aquitaine comme symbole de la liberté dans « Les croisés » d'Aragon p. 155). En outre, comme sous la Restauration, l'histoire est utilisée en tant que code pour parler du présent en contournant la censure. Elle ne sert pas d'explication causale du présent mais a une fonction purement allégorique. La guerre des représentations concerne aussi le cadrage de la lutte menée par les résistants, représentés comme des terroristes par le gouvernement de Vichy. La presse et la poésie de la Résistance, réduits à la clandestinité, les re-présentent, à l'inverse, en martyrs du combat pour la libération nationale, leur redonnant un nom, une identité (Guy Mocquet, Gabriel Péri...) pour leur rendre l'hommage de la nation humiliée (Sapiro, sous presse).

En raison de sa courte durée (quatre ans) et du changement de cadrage survenu brusquement à la Libération, l'expérience de l'Occupation allemande en France a constitué un cas paradigmatique pour étudier le travail de construction de la mémoire collective (Rousso 1987). Plus récemment, les sorties de guerres ont fait l'objet d'un intérêt accru dans les recherches historiques. Ces périodes sont des moments

d'intense production de représentations collectives. Au terme de la crise de l'identité nationale induite par la défaite de 1940 et par l'occupation étrangère, qui ont divisé la population, l'enjeu majeur de cette activité de production dans la France de la Libération est la réhabilitation de l'image de la nation aux yeux des Français comme aux yeux du reste du monde. Cette représentation de soi, sur laquelle on se centrera ici, implique la reformulation de principes fondateurs de l'identité collective et de la cohésion de la communauté nationale. Elle implique un recadrage des événements du passé immédiat pour l'inscrire dans la longue durée de l'histoire nationale.

Le recadrage est le fruit du renversement du rapport de force et de l'accession des agents dominés sous l'Occupation – les résistants – à des positions dominantes dans le champ de production idéologique, notamment dans la presse. Les écrivains issus de la Résistance intellectuelle s'arrogent ou se voient assigner un rôle dans la reconstruction de ce qu'on peut appeler, en le dérivant du concept Durkheimien, la « conscience nationale ». Ils tiennent à ce titre la vedette dans la nouvelle presse (sur cette presse, voir Bellanger, 1961) : Albert Camus dirige le quotidien *Combat*, François Mauriac est éditorialiste au *Figaro*. Ils sont aussi très présents dans les nouveaux hebdomadaires politico-littéraires, issus de la clandestinité, *Les Lettres françaises*, *Action*, *Carrefour*, *La Bataille*, *Gavroche*, *Témoignage chrétien*. On se centrera sur ces hebdomadaires pour étudier ici le recadrage qui s'opère sous la plume des littérateurs dans l'interprétation des événements du passé immédiat des « années noires » et dans la construction de la mémoire collective de cette crise de l'identité nationale.

Ces périodiques sont représentatifs de la nouvelle donne politique, marquée par la délégitimation de la droite et le renforcement de la gauche, en particulier le parti communiste qui, fort de la victoire de Stalingrad en 1943, obtient plus de 26% des voix lors des élections municipales du printemps 1945 (contre 16% en 1936), mais aussi le parti socialiste (25% contre 10%), drainant sans doute une partie de l'ancien électorat radical socialiste (qui s'est réduit à 9%, contre 22% en 1936), tandis que le nouveau parti démocrate chrétien, le Mouvement Républicain populaire (M.R.P.), attire une partie de la droite centriste (24%), la droite tombant de 42% à 16%. *Les Lettres françaises* et *Action* se situent dans l'orbite du Parti communiste. Organe du Comité national des

écrivains dans la clandestinité, *Les Lettres françaises* deviennent un « grand hebdomadaire littéraire, artistique et politique », qui atteint un tirage de 190 000 exemplaires. Né de la clandestinité également, *Action*, « hebdomadaire de l'indépendance française », qui tire rapidement à 100 000 exemplaires, est animé par une jeune équipe qui représente la nouvelle génération des intellectuels communistes. Proche du M.R.P., *Carrefour*, qui prend la suite du fascicule d'inspiration chrétienne *Cahiers du travaillisme français*, rassemble le pôle académique et catholique du champ intellectuel plus ou moins converti au gaullisme et devient rapidement une tribune de l'anticommunisme. Plus à gauche, *Témoignage chrétien* est une publication doctrinaire fondée en 1941 dans la clandestinité, qui incarne le catholicisme social, se préoccupant autant de justice sociale que de valeurs spirituelles et religieuses (sur les catholiques à cette époque, voir Fouilloux 1997). *La Bataille*, hebdomadaire politique et littéraire, a été lancé en novembre 1944 par François Quilici, un ancien collaborateur de l'agence Havas qui a rejoint de Gaulle à Londres, à l'aide de subventions de la 1ère et la 2ème Division Blindée. *La Bataille* représente la tendance gaulliste et évoluera de plus en plus à droite comme *Carrefour*. Enfin, d'inspiration « patriotique et sociale », *Gavroche* se situe dans la mouvance socialiste.

Le patriotisme est la valeur commune revendiquée par tous les courants, catholiques et communistes compris : à une époque où ceux qui ont collaboré avec l'occupant sont jugés comme traîtres à la nation, « l'intérêt national » fonctionne comme un opérateur axiologique légitimant les programmes politiques et sociaux concurrents. La réappropriation du patriotisme par la gauche est un phénomène d'autant plus remarquable que, face au nationalisme exacerbé de la nouvelle droite apparue aux débuts de la Troisième République, autour de l'Affaire Dreyfus, et après l'expérience des conséquences meurtrières de l'idéologie nationaliste pendant le premier conflit mondial, la gauche s'était plutôt rabattue, dans l'entre-deux-guerres, sur des valeurs humanistes et pacifistes, lorsqu'il ne s'agissait pas d'un internationalisme militant. Au Parti communiste, ce patriotisme proclamé et chanté dès le lendemain de la défaite de 1940 par Aragon, l'ancien poète surréaliste converti au communisme depuis 1932, s'inscrit dans la ligne de la voie nationale vers le communisme, adoptée lors de son IXe Congrès de 1937, mais le rôle qu'il a joué dans la Résistance ne suffit pas à laver du

souçon de duplicité un parti qui demeure aligné sur les directives de Moscou et que la Guerre froide ne va pas tarder à marginaliser au sein du champ politique (il n'en reste pas moins puissant dans le champ intellectuel jusqu'à la fin des années 1950).

Cependant, derrière l'unanimisme de façade de la Résistance, une nouvelle polarisation se fait jour. Recoupant en partie les divisions du champ politique où s'affirme peu à peu la rivalité entre gaullisme et communisme, elle oppose ainsi, au sein du champ intellectuel, des écrivains consacrés d'avant-guerre, comme François Mauriac ou André Malraux, tous deux proches du général de Gaulle, à une jeune génération imprégnée des valeurs révolutionnaires, communistes ou autres, sans que cette opposition épuise les enjeux des divisions du champ littéraire.

## 2.1 La grandeur de la France

C'est à la suite d'une autre crise, celle de la défaite de 1870, que s'est cristallisé le répertoire canonique des représentations nationales dans sa version républicaine. Même si certains répertorièmes, comme la « mission » de la France ou « l'universalité de la culture française », remontent au XVIII<sup>ème</sup> siècle, ce n'est que sous la Troisième République que s'est établie et qu'a été diffusée à tous les membres de la communauté, par le moyen de l'enseignement obligatoire, l'image d'une France républicaine. En outre, la conjoncture de 1944 présente certaines analogies avec celle de 1870, notamment la nécessité de redresser la fierté nationale après une humiliation et, par conséquent, de réaffirmer les représentations qui fondent la « grandeur de la France ».

Ce sont donc souvent les mêmes thèmes qui, à la Libération, sont repris et réinterprétés en fonction de la conjoncture. Chaque élément prend, en effet, une signification spécifique dans le contexte de la ruine économique, du sabordement de la République, des conflits internes, du discrédit dans lequel est tombée la France auprès des nations et de la perte corrélative de son rang de grande puissance.

C'est ainsi que le répertorième de l'« âme de la France » a pour fonction de fonder la grandeur de la nation sur un principe spirituel et non matériel ; la réaffirmation de l'héritage républicain, assimilé à « la vraie France », permettra d'écarter l'« incident » que fut le régime de Vichy de la tradition française; la reformulation de la « mission » de la France,

fondée sur l'universalité de sa culture, sera à la base des revendications de la place de la France dans le monde. Ces arguments servent à étayer les nouvelles représentations du passé proche qui seront abordées dans la section suivante.

### 2.1.1 L'âme de la France

« La nation française a une âme », c'est sous ce titre que paraît à la « une » du premier numéro des *Lettres françaises* publié au grand jour après la libération de Paris un article de François Mauriac, écrivain consacré et seul membre de l'Académie française à avoir fait partie de la Résistance. À la Libération, Mauriac s'érige en écrivain national qui appelle à la réunification du peuple français autour de son héritage culturel :

À la racine de toutes les trahisons dont nous avons été les témoins, durant les quatre années, se trouve toujours le reniement de telle ou telle part essentielle de l'âme française ... Refusons-nous à faire un choix dans l'héritage français. (François Mauriac, *Carrefour*, 28 août 1944<sup>3</sup>)

Mauriac réactive ainsi un élément du répertoire des représentations nationales constitué sous la Troisième République. Le processus de nationalisation de la culture est en effet passé par la métaphore animiste (partiellement importée du romantisme allemand et de la définition Herderienne) attribuant à la nation une âme, par le transfert d'une notion provenant du répertoire religieux à la représentation du groupe national (le « peuple ») comme une entité organique dotée d'une existence non seulement matérielle mais aussi spirituelle. On trouve l'expression l'« âme de la France » dans un discours que tint Jules Simon le 26 octobre 1871 : « Oui, nous avons à guérir l'âme de la France » (cité in Lestocquoy 1968 : 138). Puis dans un poème de Victor de Laprade daté de 1873 (« À la terre de France », *Poèmes civiques*, cité in Girardet 1983 : 56) qui, comme toute la littérature poétique des lendemains de la défaite, est selon Girardet l'une des manifestations des efforts patriotiques pour « refaire la conscience nationale » à la suite de la défaite française de 1870. C'est dans la conférence que prononça Renan en 1882 à la Sorbonne, sous le titre *Qu'est-ce qu'une nation ?*, que cette

---

<sup>3</sup> Désormais, sauf indication contraire, toutes les citations sont soulignées par moi.



expression prit une signification précise dans le contexte du répertoire des représentations nationales. En effet, les penseurs français durent élaborer des arguments contre les revendications prussiennes qui légitimaient l'annexion de l'Alsace-Lorraine au nom d'une conception de la nation reposant essentiellement sur la langue et de la culture. Au droit historique, à des considérations ethniques et linguistiques telles qu'en développait Mommsen, les intellectuels français opposèrent, dans la tradition révolutionnaire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la patrie n'étant autre qu'une « communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenir et d'espérances » (Fustel de Coulanges, 1870, *L'Alsace est-elle allemande ou française? Réponse à M. Mommsen*, cité in Girardet, *ibid* : 65). C'est dans ce contexte que Renan, récusant successivement les critères ethniques, géographiques, linguistiques et religieux, a défini la nation comme « une âme, un principe spirituel ».

Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenir ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale.

... Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques; voilà ce que l'on comprend malgré la diversité de race et de langue. (Renan 1882 : 26-27)

Sous l'Occupation allemande, la définition de la culture nationale comme transcendant la diversité de « race » et de langue fut mobilisée par Aragon, qui l'opposa au racisme biologique sous-tendant la définition allemande de l'identité nationale (Sapiro, 1999 : 432-439). En septembre 1944, le répertoire de l'« âme de la France » se voit cependant attribuer une fonction nouvelle. La ruine économique du pays, l'humiliation des « années noires », ont porté un coup rude à cette image de « grandeur » que revendiquait la nation française, ou du

moins ses porte-parole, ainsi qu'à ses prétentions à maintenir son rang parmi les puissances mondiales. L'expression « l'âme de la France » permet de refonder l'image de sa « grandeur » sur la base de sa « richesse spirituelle ». À une nation matériellement détruite, il reste l'« âme », qui malgré ses déboires, n'a jamais cessé d'exister<sup>4</sup>. Tel est le sens de l'article cité de Mauriac<sup>5</sup> :

Nous croyons que c'est à une grandeur de cet ordre que doit prétendre la France ressuscitée. Ceux qui espèrent tout de notre humiliation et notre fatigue infinie auront beau ajouter chaque jour un trait à l'image de nous-mêmes qu'ils s'efforcent de nous imposer, à cette caricature d'un vieux pays agricole, arriéré, décrépît, dont les magnats des deux mondes n'attendent plus que des fromages, des vins et des modèles de robes, inlassablement nous leur rappellerons ce qu'ils feignent d'oublier, ce qu'ils ont intérêt à oublier : **que la nation française a une âme. ... la richesse spirituelle de la France demeure et elle intéresse éminemment sa puissance temporelle.** (*Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944)

Ce thème sera repris par d'autres intellectuels, comme le radical-socialiste Albert Bayet :

Il nous reste ce qui fait la grandeur des peuples : l'âme, sans quoi le reste n'est rien, l'idéal humain dont nous fûmes, dont nous sommes, dont nous serons, aux jours de détresse comme aux jours de splendeur, les artisans et les soldats. (Albert Bayet, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

Il devient un leitmotiv qui, par un renversement, sert à expliquer la cause des malheurs de la France : selon l'écrivain Vercors *alias* Jean

---

<sup>4</sup> On trouve un dérivé moderne et vulgarisé de ce principe qui consiste à faire valoir les qualités spirituelles pour pallier à une faiblesse matérielle dans le slogan : « en France on n'a pas de pétrole mais on a des idées ».

<sup>5</sup> Ce n'est pas un hasard si Mauriac, remontant à l'origine de l'expression, ne se réfère pas à Renan mais à une source antérieure: Proudhon. En effet, dans le même article Mauriac cite une lettre de Pierre-Joseph Proudhon où celui-ci établit qu'une nation « est un être sui generis, une personne vivante, une âme consacrée devant Dieu... ». Quoique l'expression ne semble s'être inscrite dans le répertoire canonique de l'image de la France qu'à la suite de la conférence de Renan, Mauriac, en tant qu'intellectuel catholique ayant la main tendue vers la gauche, préfère renvoyer à Proudhon, qui propose une définition quasi-religieuse de cette notion, qu'à Renan dont la *Vie de Jésus* avait été prise par les catholiques français comme une offense.

Bruller, fondateur des Editions de Minuit clandestines, les partisans (« sincères ») de l'armistice, dans leur ardeur à préserver les richesses matérielles de la nation, se sont souciés de son « corps » au détriment de son âme, un argument qui répond à celui du Maréchal Pétain selon lequel « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice », tout en visant, bien sûr, des catégories sociales différentes (là où Pétain visait la démocratie, le Front populaire, les congés payés, la littérature moderne, Vercors vise, implicitement, les hommes politiques et la bourgeoisie qui avait intérêt à préserver ses biens). Le véritable patriotisme, c'est, selon lui, l'amour de l'âme de la France :

S'il y eut, s'il faut croire qu'il y eut en France des partisans sincères de l'armistice (qui virent dans l'armistice, veux-je dire, la sauvegarde de la France), ce fut là leur terrible erreur. Ils crurent qu'il fallait sauver cette armature matérielle, à n'importe quel prix, si l'on voulait sauver la vie de la France – fût-ce au prix de son âme. Ils crurent (et je dis que c'est parce qu'ils ne l'aimaient pas) que la France, c'était ces chemins de fer ces industries, cette richesse, et qu'en les perdant elle mourrait. Ceux qui croient cela de leur patrie, je le répète qu'ils ne l'aiment pas et l'outragent. Un pays ne meurt pas parce qu'il devient pauvre et nu. Une nation, c'est d'abord une âme. Pour faire mourir une nation ou un homme, il faut lui arracher son âme. (*Carrefour*, 2 décembre 1944)

On retrouve un argument semblable sous la plume d'André Rousseaux, ancien critique du *Figaro*, issu de la droite proche d'Action française, et qui avait rejoint le Comité national des écrivains de zone Sud :

Cette âme si ardente a pu vivre avec une pureté presque trop farouche. Le corps meurtri et dépouillé de la France n'avait presque plus rien pour la soutenir. C'est la raison pour laquelle les faux sages voulaient que la France s'abandonnât : ils ne croyaient pas à son âme quand ils prétendaient sauver son corps en lambeaux. Ils ne savaient pas, ils ne voulaient pas savoir qu'à certaines heures le corps le plus douloureux doit être oublié, et qu'il n'y a plus que l'âme qui compte. (*Les Lettres françaises*, 30 septembre 1944).

Mais ce répertoire sert aussi à fonder des projets pour le présent et pour l'avenir. Il peut être, d'une part, mobilisé pour justifier le processus d'épuration de la société française (sur lequel on reviendra), ainsi que le formule l'écrivain et poète résistant Jean Cassou : « Car c'est de cela qu'il s'agit : de l'âme de la nation, de la purification et de la reconquête de sa conscience » (*Les Lettres françaises*, 21 juillet 1945). D'autre

part, pour invoquer la « vocation » de la France, son rôle dans le concert des nations, comme l'exprime l'intellectuel catholique Jacques Maritain : « Aimez l'âme de la France et son peuple et sa vocation ressuscitée » (*Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944).

### 2.1.2. L'héritage culturel et historique de la France

Selon la définition de Renan, l'âme d'une nation se fonde d'une part sur un héritage de souvenirs, sur une mémoire commune. L'histoire nationale est donc un enjeu idéologique majeur. Le régime de Vichy avait sabordé la République et détourné l'héritage culturel pour proclamer la « Révolution nationale » qui substituait à la devise révolutionnaire « liberté, égalité, fraternité » le tryptique « travail, famille, patrie » sur les pièces de monnaie, les timbres, les documents et les bâtiments officiels et remplaçait le buste de Marianne par celui de Pétain (voir Novick 1985 : 39-40). Vichy est resitué dans une cadre idéologique plus large, celui du fascisme, thème que les communistes exploitent à la Libération pour se poser en défenseurs de la liberté : « Toute l'entreprise du fascisme international visait à extirper jusqu'aux racines l'œuvre de notre Révolution », écrit Valdi Leduc, *Action*, 13 juillet 45.

Dans la continuité de la contre-propagande résistante, la refonte de la « conscience nationale » passe d'abord par la réaffirmation des valeurs de la Révolution française bafouées par Vichy, comme on l'a vu. « On n'a pu obtenir la capitulation de la nation qu'en minant et détruisant la République, grâce aux erreurs et aux défaillances, en agissant en premier lieu contre le patrimoine idéal de la grande Révolution », rappelle le poète Pierre-Jean Jouve, invitant à « opérer la réunion mystique de toutes les forces de la France » pour achever « le monument de la Révolution »<sup>6</sup>.

Le recadrage du passé immédiat s'opère par un double processus de réactivation du répertoire des représentations de l'histoire nationale que le régime de Vichy et ses thuriféraires avaient « désactivé » et de revalorisation positive des éléments codés négativement par ces der-

---

<sup>6</sup> Pierre-Jean Jouve, « Les caractères sacrés de la révolution », extraits de l'introduction rédigée pour le premier volume de la collection suisse « Le Cri de la France » consacrée à la Révolution, reproduits dans *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944.

niers, en particulier l'héritage de la Révolution française. Le rétablissement de la légalité républicaine passe par la réaffirmation de ses fondements : « Pour Vichy, il s'agissait de renier **les principes de la république, de la démocratie**, un travail plus que séculaire, **l'âme même de la France moderne** », écrit Jules Romains dans *Carrefour* le 16 novembre 1945.

Des trois principes, c'est celui de liberté, conçu comme la clé de voûte de l'héritage culturel français, qui fut le plus mis à mal sous le joug de l'occupant allemand et du régime autoritaire de Vichy, à commencer par la liberté d'expression. La plupart des mouvements de Résistance avaient fondé la lutte pour l'indépendance de la France non pas sur un nationalisme étriqué mais sur le principe universel de la liberté, associé à l'héritage national. Il a inspiré à Paul Eluard son célèbre poème « Liberté », qui fut parachuté par la Royal Air Force en avril 1943. « Toute notre histoire témoigne que lorsque les Français se lèvent spontanément pour défendre leur soi, c'est qu'ils identifient **Patrie et Liberté** », explique Valdi (*alias* Victor) Leduc dans *Action* du 16 septembre 1944. C'est, à travers la réaffirmation du principe de liberté, toutes les valeurs de la démocratie libérale qui sont reformulées : liberté (et égalité) politique, liberté de conscience, liberté de la presse, etc. Cet héritage est revendiqué du MRP à la gauche communiste, en passant par les socialistes, comme l'illustrent respectivement les citations suivantes, la première du nouveau ministre de l'Information MRP Pierre-Henri Teitgen, la seconde du directeur des *Lettres françaises* Claude Morgan, la troisième de Robert Verdier :

**La France c'est aussi le pays de la liberté. C'est elle qui l'a inventée et enseignée au reste du monde.** ... Dès lors, quand vous entendrez ridiculiser sous toutes ses formes et tourner en dérision la démocratie, vous aurez le devoir de répondre :

- Vous n'êtes pas de notre tradition : en réalité et sans le savoir, vous ne parlez pas français. (Pierre-Henri Teitgen, *Carrefour*, 11 novembre 1944)

**Son prestige, la France l'a toujours dû en effet à la passion légendaire pour la liberté.** Dans ses périodes de réaction, de repli égoïste, jamais elle n'a bénéficié de la sympathie ni du respect des autres peuples. ... Grandeur et prestige ne veulent rien dire pour nous, ne voudront jamais rien dire pour nous s'ils ne sont accompagnés, éclairés par cet autre mot, ce maître-mot : Liberté. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 9 juin 1945)

Désormais, une certitude domine toutes les craintes : le peuple français

a montré que s'il s'était dressé contre le gouvernement de Vichy, ce n'était pas seulement parce que celui-ci était au service de l'envahisseur, mais aussi parce qu'il avait prétendu installer dans la défaite et l'humiliation un régime d'arbitraire et de contrainte. Après avoir donné au monde les preuves de son courage, il lui a montré qu'il n'avait rien perdu de **ses traditionnelles vertus civiques**. ... le peuple français s'est à nouveau installé sans heurt dans le **régime de liberté** comme dans un régime naturel. (Robert Verdier, *Gavroche*, 27 septembre 1945)

Cette dernière citation relève de ce qu'on a appelé le mythe « résistancialiste », à savoir l'idée, avancée par de Gaulle dès la Libération, selon laquelle tout le peuple français se serait opposé à l'occupant, et que seule une « poignée de misérables » auraient trahi. Cette thèse permet de conserver intacte la représentation de la « vraie France » comme porteuse, dans son essence, des valeurs humanistes qu'elle aurait pour vocation de défendre, ainsi que l'explique Romain Rolland dans un message adressé aux *Lettres françaises* :

**Qui dit France, dit – doit dire – liberté et humanité.** C'est sa mission de les défendre. C'est beaucoup plus : c'est son essence, c'est la substance de **la vraie France**. Soyons-en dignes. (Message de Romain Rolland, *Les Lettres françaises*, 16 septembre 1944).

Elle permet, d'autre part d'adopter une position intransigeante face à ces traîtres qui ont trahi les valeurs sacrées, justifiant la mise en place d'une « épuration » de la société française (voir *infra*).

Notons que, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, et sans doute par stratégie électorale (on y reviendra), les communistes mettent en avant le principe de liberté et non celui d'égalité, à la différence de la gauche chrétienne de *Témoignage Chrétien*, par exemple, qui affirme que la véritable liberté est inséparable de l'égalité (il ne s'agit bien sûr pas simplement d'égalité politique, comme l'entendent les républicains, mais d'égalité sociale) :

Peuple te voilà libre.

**La liberté que tu viens de reconquérir maintenant est inséparable de ce que tu nommes égalité.** Non pas l'égalité impossible des naissances égales, des dons égaux ou des aptitudes identiques ... (*Témoignage Chrétien*, 1er septembre 1944)

Enfin, le principe de fraternité prend lui aussi une signification spécifique après quatre ans de luttes fratricides sanglantes. Dans l'allocution prononcée à l'Hôtel de Ville le 25 août 1944, le Général de Gaulle ap-

pelle « tous les fils et toutes les filles de la France » à « marcher vers les buts de la France, fraternellement, la main dans la main » (Gaulle 1956 : 503). La fraternité renvoie donc à la représentation d'unité et d'unanimité du peuple français :

C'était le même peuple, heureux de se retrouver. Et le mot 'Fraternité' inscrit au fronton de nos monuments eut alors un noble sens. (Pierre Bourdan, *Carrefour*, 24 août 1945).

Les références historiques permettent, par le jeu des analogies, à la fois d'interpréter les événements du présent et du passé immédiat à la lumière des représentations des grands moments qui scandent l'histoire d'une nation et de les inscrire dans cette filiation. Celles qui s'imposent à la Libération pour exalter l'insurrection et le combat contre l'occupant sont les « luttes du peuple français pour la liberté ». C'est ainsi que la Libération se voit placée dans la lignée de 1789, 1793, 1830, 1848 et, pour la gauche, la Commune. La mobilisation de ces références ne fait cependant pas l'unanimité, elle est l'enjeu de luttes entre fractions politiques, y compris dans le camp des résistants. Un Jacques Debû-Bridel, issu de la droite, ne citera que les révolutions libérales (1789 et 1830), alors que les communistes se réfèrent à 1793 et à la Commune, à l'instar de Claude Morgan :

C'est toute une **tradition française**, celle de 1789 et de 1830 qui, soudain, s'est réveillée, réveillant en même temps le vieil écho de **nos luttes pour la liberté**, effaçant comme un cauchemar le masque hideux de la France du Maréchal. (Jacques Debû-Bridel, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

Or Paris était prêt. **Paris avait retrouvé son âme de 1793, de 1830, de 1848, de la Commune**. ... Il était prêt une fois de plus à risquer sa peau pour la liberté. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 7 avril 1945)

Les catholiques convoquent de leur côté Sainte-Geneviève, Saint-Louis ou les Croisés pour réinscrire l'histoire religieuse dans l'histoire nationale dont elle a été évincée du fait de la politique de laïcisation mise en œuvre sous la Troisième République :

**Jamais peut-être depuis la Révolution de 89, tu n'avais mieux compris, dans l'épreuve de son absence, la valeur de la liberté** ... La voici maintenant à Paris : cœur irremplaçable d'un pays qui joint indissolublement le souvenir de Sainte Geneviève et de Saint Louis à celui **des hommes de 89 et des soldats de l'An II**. (*Témoignage Chrétien*, 1er septembre 1944)

Cependant, signe de l'effet radicalisation produit par l'expérience de la guerre sur certains intellectuels, au lendemain de la Libération, un intellectuel catholique tel que François Mauriac, qui fait partie du Front National pour l'indépendance de la France, peut se référer à 1793 : ... le sens de la nation s'est réveillé dans le peuple militant. L'esprit de 93 revient enfin! (*Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944).

Pour Mauriac, la Résistance a redonné vie à la devise républicaine, elle l'a incarnée à travers le combat pour la liberté et l'indépendance de la nation :

Liberté, Egalité, Fraternité... Ce n'est plus pour nous une formule vide écrite sur les murs officiels. Cette devise s'est incarnée de nouveau, elle s'est faite chair et sang : des frères égaux dans le sacrifice ont donné leur vie pour que la France soit délivrée. Nous ne l'oublierons pas. Jamais. (François Mauriac, *Carrefour*, 29 août 1944).

De gauche à droite du camp de la Résistance, les résistants sont assimilés aux soldats de l'an II. Le critique catholique André Rousseaux, issu d'Action française, mais ayant rejoint le camp de l'opposition sous le régime de Vichy, écrit ainsi dans *Les Lettres françaises* du 30 septembre 1944<sup>8</sup> :

Au delà de toutes les vertus qu'ils peuvent avoir, les hommes et les garçons de la Résistance surpassent le commun des braves gens par bien autre chose : le don total qu'ils ont fait d'eux-mêmes à leur foi en la patrie. ... cette rupture avec tout ce qui est de l'ordre quotidien, c'est le signe d'une vie qui s'élève à un autre ordre : celui de l'héroïsme et de la sainteté .... Des Français comme ceux-là, il en paraît deux ou trois fois en quinze cents ans. Il y a les Croisés, il y a les soldats de l'an II, il y a les hommes du maquis.

### 2.1.3. La mission de la France dans le monde

La représentation canonique de la place et du rôle de la France dans le monde peut être illustrée par cette citation tirée du « Petit Lavisse », le manuel primaire d'histoire qui, selon le mot de Pierre Nora (1984 : 247), « répandit à millions d'exemplaires un évangile républicain dans la plus humble des chaumières » :

<sup>7</sup> François Mauriac, « Servir la France ressuscitée », repris dans Touzot: 312.

<sup>8</sup> Voir aussi l'éditorial de *Témoignage chrétien* du 1er septembre 1944, intitulé « Peuple, te voilà libre ».



La Révolution a mis dans les âmes françaises l'amour de la justice, de l'égalité, de la liberté. Nos pères ont cru que la France allait délivrer tous les peuples des maux dont ils souffraient. Ils étaient fiers d'être un grand peuple qui doit montrer le chemin aux autres peuples (Lavis, *Histoire de France, Cours moyen*, cité in Girardet, 1983 :83).

La conception de la place de la France dans le monde se fonde donc sur l'idée de sa « mission ». Comme celle d'« âme », l'idée de mission illustre les emprunts faits au répertoire religieux par les républicains pour élaborer une morale nationale laïque qui remplacerait la morale religieuse<sup>9</sup>. Ce nouveau messianisme a pris corps pendant les guerres de la Révolution : « L'idéal messianique de la France chargée d'apporter la liberté à l'Europe et au monde permet de confondre un combat politique et un combat national » (Delon, cité in Ory 1987 : 133). Ce même thème se retrouve autour de 1848 chez Edgar Quinet, Henri Martin et Jules Michelet qui fixent comme destin à la France la mission quasi providentielle de libérer les nationalités opprimées (Girardet 1983: 13).

Ce messianisme est un impérialisme qui se réclame de l'universalité de la culture française, autre répertoire canonique des représentations nationales recouvrant aussi bien la langue, la littérature et l'art, lesquelles occupaient de fait une position dominante en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle, que les valeurs humanistes affirmées dans la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ». Cette prétention universaliste servit à légitimer aussi bien les conquêtes napoléoniennes que la politique d'expansion coloniale de la Troisième République, comme l'illustre cette citation de l'ancien Président du Conseil Jules Ferry à l'Assemblée en 1885 :

Le parti républicain a montré qu'il comprenait bien ... qu'il faut autre chose à la France : qu'elle ne peut être seulement un pays libre; qu'elle doit aussi être un grand pays, exerçant sur les destinées de l'Europe toute l'influence qui lui appartient, qu'elle doit répandre cette influence sur le monde, et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie. (cité in Girardet, 1983 : 107)

---

<sup>9</sup> « Lorsqu'on a abattu un culte, il faut toujours le remplacer », dit La Revellière, membre du Directoire qui, hostile au catholicisme, tente de fonder un culte républicain (cité in Bianchi 1982: 285).

À la Libération, la reformulation de ces répertorièmes prend un sens nouveau sur fond de remise en cause de la position de la France et de son indépendance même pendant les deux premiers mois de la Libération. Son histoire diplomatique à cette époque est une succession de revendications par lesquelles elle s'évertue à reprendre son rôle parmi les grandes puissances. La reconnaissance tardive du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.) par les Trois Grands le 23 octobre 1944 assure à la France, outre son indépendance, un siège au futur Conseil de sécurité et à la provisoire Commission consultative européenne, mais elle ne sera pas convoquée aux conférences de Yalta et de Postdam. Évincée des décisions sur l'Allemagne et sur l'Europe centrale, elle a pour seule consolation l'admission du général Leclerc à négocier et à signer le traité de paix avec le Japon. Selon Fauvet (1959 : 42), « fondamentalement, elle n'aura plus de politique étrangère vraiment autonome ».

Or, mis à part quelques protestations ponctuelles<sup>10</sup>, les intellectuels semblent minimiser ou occulter le phénomène, réaffirmant la mission de la France, l'universalité de sa culture et, par conséquent, son rang dans le monde. Ceci montre bien que, par-delà les prises de position et les analyses de la situation, le rôle que s'assignent en premier lieu les intellectuels est la reconstitution et la réhabilitation de l'« image de soi » de la France.

Avant même la reconnaissance du G.P.R.F., les revendications concernant la participation de la France à la réorganisation mondiale prennent la forme d'une évidence.

... il ne suffit pas que la France se retrouve elle-même. Il faut qu'elle s'affirme devant les autres puissances et qu'elle fasse reprendre à celles-ci – y compris les nations alliées – que **sa grandeur passée, ses souffrances de quatre années et ses victoires récentes lui donnent le droit d'exister et de traiter comme une grande nation.**

C'est ce que rappelle fort justement le Franc-Tireur du 26 août. Rappelant les regrets exprimés à Alger pour l'absence de la France aux négociations de la conférence de Washington, Franc-Tireur ajoute : « La paix du monde, c'est d'abord la paix en Europe. Et en Europe rien ne peut être réglé sans la France. » («Revue de la presse libre», *Témoignage Chré-*

---

<sup>10</sup> Voir par exemple Emil Ludwig, « La France méprisée », *Gavroche*, 20 décembre 1945.

*tien*, 2 septembre 1944)

Les relations seront donc nécessairement étroites, la France reprenant sa place dans le concert des puissances, ce qui lui confèrera des devoirs en même temps que des droits. (André Siegfried, *Gavroche*, 23 septembre 1944)

Si Mauriac se servait de l'expression de l'« âme de la France » pour réhabiliter sa « grandeur » et lui restituer sa place dans le monde, on peut suivre chez Albert Bayet, dans l'article déjà cité, la rhétorique qui l'amène, à l'aide de ces deux éléments de répertoire, à élever la France à la position d'« âme du monde », d'où la conclusion inévitable qu'on ne peut refaire le monde sans la France :

Ce qui, dans le discours du général de Gaulle au palais de Chaillot, m'a le plus frappé, c'est la simplicité émouvante avec laquelle, d'un élan, sans phrases, **il a rendu à la France sa place dans le monde ... Refaire le monde sans la France, sans la France des droits de l'Homme, sans la France des soldats de l'an II, sans la France de la Marne et de Verdun, sans la France du gaullisme et de l'insurrection, rêve dérisoire!** ... Les nations savent et sentent d'elles-mêmes que construire un monde sans la France, ce serait construire un monde sans âme. (Albert Bayet, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

Cette stratégie d'affirmation de la place de la France se poursuit après la reconnaissance qui, comme on l'a vu, n'assignait à la France qu'un rôle secondaire dans les décisions sur le sort de l'Europe :

**Affirmer que la France est une grande puissance est un signe de faiblesse.** Il est des choses qui vont de soi et nos amis anglais estimeraient nous faire injure par de trop tapageuses manifestations de leur confiance. **Pour eux, nous avons repris notre rang et cela va de soi.** (Jacques Debû-Bridel, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

Une autre conception, que l'on trouve déjà sous la plume d'Ernest Lavisse, une des figures de proue de la Troisième République, qui œuvra à la refonte de la « conscience nationale » après la défaite de 1870, est l'idée de la mission de la France comme une force stabilisatrice entre les nations, argument diplomatique distinct de la vision impérialiste d'un Jules Ferry :

Je me suis défendu de mon mieux contre les préjugés du patriotisme et je crois n'avoir pas exagéré **la place de la France dans le monde.** Mais le lecteur verra bien que, dans la lutte entre les facteurs opposés de l'histoire, la France est le plus redoutable adversaire de la fatalité des

suites ... Si les conflits qui arment l'Europe et menacent de la ruiner peuvent être apaisés, ce sera par l'esprit de la France (préface de 1890 à la *Vue générale de l'histoire de l'Europe* de Michelet ; cité in Nora 1984 : 257)

Cette conception est mise en avant à la Libération par Pasteur Valléry-Radot, qui vient d'être élu l'Académie française, et par l'intellectuel catholique Jacques Maritain, qui sera nommé l'année suivante ambassadeur la France auprès du Vatican :

Qu'elle [la génération qui monte] regarde bien en face les deux mondes formidables qui se lèvent à l'Occident et à l'Orient : elle trouvera le moyen d'y insérer **la place de la France**.

L'esprit de notre pays, qui clarifie, tempère, harmonise, a pour l'équilibre de la pensée humaine une importance telle qu'il serait impossible d'imaginer ce que serait le monde sans la France. (Pasteur Valléry-Radot, *Carrefour*, 18 novembre 1944)

La France est le centre nerveux de la conscience de l'Europe, la pointe de l'Europe tournée vers l'Atlantique et le Nouveau monde ; sa position géographique et sa tradition politique font d'elle un lien naturel entre l'Orient et l'Occident de notre civilisation, entre le monde russe et le monde de langue anglaise. Sa mission historique et sa force dans l'époque qui suivra la guerre seront de fixer et stabiliser le sort de l'Europe dans la coopération entre ces deux mondes et de contribuer à leur compréhension mutuelle en formulant pour sa part les idées nouvelles qui sont aujourd'hui en gestation dans tous les cœurs libres de l'Europe. L'action et les responsabilités de la France seront ainsi d'une importance décisive dans l'organisation internationale d'après-guerre. ... La France n'est pas seulement une puissance européenne ; de par son empire qui l'engage dans la communauté des destins du monde, elle est une puissance mondiale et peut être dans la politique mondiale un ferment de coopération vraiment humaine, supérieure aux intérêts et aux convoitises des groupes économiques comme aux égoïstes revendications de prestige. Nous autres Français nous devons nous habituer à penser non pas seulement en termes européens mais en termes mondiaux. Jacques Maritain, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

Mais c'est plus encore la représentation universaliste de la culture française qui fonde cette mission revendiquée, laquelle revêt une importance accrue pour une puissance déclinant sur les plans économique et politique. À commencer par l'universalité de sa langue. « Tout ce qui n'est pas clair n'est pas français », écrivait Rivarol en 1784, dans son

*Discours sur l'universalité de la langue française*, répondant au sujet mis au concours deux ans plus tôt par l'Académie de Berlin, alors gouvernée par Frédéric II, sous forme de trois questions : « Qu'est-ce qui a rendu la langue française universelle? Pourquoi mérite-t-elle cette prérogative? Est-il à présumer qu'elle la conserve? » Remportant le concours, le *Discours* allait avoir un retentissement européen (Lestocquoy 1968 : 91-92). C'est donc probablement cet ouvrage qui fut le principal vecteur de diffusion de la représentation explicite du français comme langue universelle dans les milieux intellectuels de l'Europe du XVIII<sup>ème</sup> siècle.

En étayant cette représentation sur une caractéristique de la langue, la clarté, Rivarol posait comme une nécessité ce qui en réalité était un phénomène conjoncturel, à savoir la position dominante du français dans les élites éclairées européennes de l'époque. Le thème de la clarté intrinsèque du français, développé par nombre de penseurs, dont Jules Simon, était fondé sur son caractère logique. « Le langage était censé refléter le bon sens et la clarté d'esprit que tous les Français auraient hérités de Descartes » (Zeldin 1978 : 24).

C'est sur cette représentation que vont se baser les protestations des intellectuels français en 1945 lorsqu'ils apprennent l'intention des Nations Unies d'adopter l'anglais, le russe et l'espagnol comme les trois langues officielles. Même si, dès le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, sa position de langue internationale avait été mise en cause par l'expansion de l'anglais, notamment dans le domaine technologique, industriel et commercial, le français demeura la langue de la diplomatie jusqu'au Traité de Versailles (1919), où l'anglais fut reconnu comme son égal. L'exclusion du français en 1945, qui signifie non seulement la méconnaissance de sa place parmi les puissances mais aussi de sa prédominance culturelle, est donc ressentie par la France comme une injure et ce n'est que suite à ses protestations que le français sera ajouté aux traités de paix rédigés en anglais et en russe, et admis comme la quatrième langue officielle (Zeldin 1978 : 23).

Voici deux exemples des réactions dans la presse, tirés de deux articles qui se réfèrent longuement à Rivarol et qui sont significativement intitulés : « Universelle quand même », du médiéviste Gustave Cohen, et « Ce qui n'est pas clair n'est pas français », d'un journaliste :

Mais que le français, langue traditionnelle de la diplomatie, des traités et des congrès, et dont on s'est plu jusqu'en 1918 à reconnaître

l'universalité, ait été exclu, ceci passe l'imagination : insulte toute gratuite, offense à notre orgueil et **défi à la raison**. ...

Est-ce que nos amis anglais ne ressentent donc pas l'injure qui est faite ainsi à une langue qui entre pour moitié dans la composition de la leur et qui fut jusqu'en 1362 celle de leurs cours et tribunaux ? ... Sont-ils sur le point de renier leurs origines normandes?

L'Allemagne, par contre, triomphera de cette belle besogne accomplie pour elle, de ce secours inattendu venu d'outre-Atlantique dans sa guerre à **l'Esprit... à l'esprit français**, par une atteinte à cette langue bifide, perfide, qui persifle et tue de son dard mortel par le rire et le sourire, le mot à l'emporte-pièce ou l'épithète qui colle au corps et pénètre l'âme, la langue de ce haut-parleur de l'Europe qu'a été la France depuis François 1er et Louis XIV et... Frédéric II. (Gustave Cohen, *Les Lettres françaises*, 24 mars 1945)

La raison de cette grande victoire diplomatique? C'est que le français est la plus claire de toutes les langues. Rivarol en tire un axiome : « Ce qui n'est pas clair n'est pas français ». Sous l'ancien Régime jusqu'à la Révolution, tous les grands traités ont été rédigés en français. En français les innombrables traités de l'Empire, ceux du Congrès de Vienne et, pour aller un peu vite, ceux de la dernière guerre. Ce bel instrument diplomatique choisi à cause de sa loyauté, on le brise aujourd'hui, on le rejette au grenier des choses démodées. Elle n'est donc plus loyale la langue française à l'heure actuelle? **Ou bien craint-on cette clarté souveraine?** (J.-J. Brousseau, *Carrefour*, 31 mars 1945)

Une autre composante constitutive de cette représentation de la culture française est, comme on l'a dit, le caractère universel de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*. Doublement universelle, parce qu'elle énonçait les droits de chaque homme, indépendamment de toute appartenance confessionnelle, culturelle, nationale ou autre, et parce qu'elle identifiait pour la première fois dans l'histoire l'homme au citoyen, la *Déclaration* était un message à l'humanité entière. Mais pour que le message soit entendu, il faut que quelqu'un se charge de le diffuser, et qui serait-ce sinon la France qui l'a conçu et la culture française dont il fait partie intégrante? C'est en réaffirmant cette mission que les intellectuels entendent rendre à une image ternie de la France son rayonnement. L'écrivain Georges Duhamel, membre de l'Académie française, rappelle ainsi que « le peuple français, en des temps qui ne sont pas fort lointains, a été pour le monde entier un professeur de li-

berté ». (*Les Lettres françaises*, 16 septembre 1944). Le ministre de l'Information Pierre-Henri Teitgen explique de son côté :

Enfin, **la France est faite pour porter au Monde un message d'universalité**. C'est l'une de ses caractéristiques : la France est persuadée qu'elle doit incarner une civilisation, une conception de l'homme et du destin humain, une culture et un style de vie valable aussi pour les autres, que sa civilisation, sa culture, doivent avoir une valeur universelle. (Pierre-Henri Teitgen, *Carrefour*, 11 novembre 1944)

Dans un article intitulé « Oui, Dieu est français », le critique André Billy présente une interprétation originale de cette représentation missionnaire de la culture française, que l'on retrouve, bien que dans une version plus critique, chez Jean Schlumberger :

Le nationalisme issu de 89 a eu, comme tout ce qui sort de chez nous, un caractère égalitaire. Certes, il existe un impérialisme intellectuel français, mais il est égalitaire et la France n'y cherche aucun privilège. **Dans un univers qui penserait et parlerait français**, à supposer qu'il fût concevable, il importerait peu à la France politique et géographique de ne pas tenir plus de place qu'elle n'en tient actuellement. (André Billy, *Les Lettres françaises*, 9 juin 1945)

Mais si naïf et mal informé que soit ce nationalisme intellectuel de la France, il comporte, à l'opposé de l'autre, un **caractère universaliste**, qui lui confère une indéniabilité générosité. Il a semé et fait lever dans le monde mainte idée qu'il croyait juste sans se demander si son intérêt ne serait pas d'en empêcher la diffusion. ... Et cette forme de nationalisme « ouvert » (au sens bergsonien du mot), le seul qui soit authentiquement français, est amené par sa nature propre – c'est là sa noblesse – à se dépasser lui-même. ... **Le monde est peuplé d'idées mises en circulation par nos penseurs politiques, par nos révolutions : nulle nation n'en a tant émis d'universellement valables et que vingt peuples ont faites leurs**. C'est là une de nos principales raisons d'être, une de celles qui, malgré notre faiblesse numérique, font que nous conservons, parmi les autres nations, le droit à la parole et **un rôle dans l'élaboration de la culture commune**. (Jean Schlumberger, *Gavroche*, 11 janvier 1945)

Le nationalisme éclairé est ainsi présenté comme un universalisme. Cette représentation trouve à s'étayer sur l'expérience du combat contre l'occupant nazi.

## 2.2. Le passé proche : représentations et arguments

Dans son analyse de l'évolution des représentations de Vichy dans la mémoire collective française de la Libération à nos jours, Henry Rousso (1987) distingue quatre phases. L'étude présente portant sur la reconstitution de l'« image de soi » de la France immédiatement après la crise, on ne traitera ici que des représentations qui se sont formées au tout début de la première phase. « Très vite, dit Rousso (ibid. 26), parce que la nécessité commandait de liquider les séquelles, et parce que les forces politiques rivales ont tenté d'exploiter à leur profit un héritage ambivalent, la mémoire 'collective' de l'évènement encore chaud s'est cristallisée autour de quelques noyaux durs ». C'est au général de Gaulle que revient l'initiative de la production de certains de ces « noyaux durs ». Rousso évoque trois images-forces de la symbolique gaullienne. Selon la première, la défaite militaire de 1940 a été effacée par les armes et par la nation tout entière. Cette représentation vise, d'une part, à minimiser le rôle des forces alliées et, d'autre part, à assimiler la Résistance à toute la nation sans évoquer les résistants, le salut émanant de la « France éternelle ». Cette image porte déjà en germe les conflits à venir, en particulier celui qui va opposer de Gaulle aux résistants tout au long de la première année de la Libération. Moins apparents dans les représentations du passé, ces conflits se font ressentir dans les programmes, les résistants revendiquant le droit de prendre part à la reconstruction, exigeant la participation des Forces Françaises de l'Intérieur à la guerre et aspirant à la fusion de la Résistance en un parti, comme on le verra.

La seconde représentation gaullienne consiste dans la mise entre parenthèses de Vichy, illustrée par la non-proclamation de la République. Cette représentation se retrouve dans le thème de la trahison qui oppose la « vraie France » à « l'anti-France », et sur lequel il ne semble pas y avoir de dissension (il y en aura en revanche sur la question de la punition des « traîtres »). On n'abordera pas ici la troisième composante de la symbolique gaullienne, la « guerre de trente ans », à savoir l'assimilation des deux guerres mondiales qui voile la spécificité de la deuxième, cette représentation n'étant pas relayée dans les hebdomadaires dont il est question dans cette recherche.



Selon Rousso, ces trois images-forces constituent le « résistancialisme gaullien », « qui se définit moins comme une glorification de la Résistance (et certainement pas des résistants), que comme la célébration d'un peuple *en résistance* que symbolise l'homme du 18 juin, sans l'intermédiaire ni des partis, ni des mouvements, ni d'autres figures de la clandestinité » (Rousso 1987 : 28).

### 2.2.1. Les représentations de l'Occupation

C'est à travers les représentations de l'Occupation que l'on voit se dessiner une première image de la France des « années noires », laquelle se définit par opposition à l'occupant et par l'expérience qu'elle a vécue. Si l'occupant incarne les « puissances du mal », l'Occupation, c'est « l'enfer ». Mais c'est aussi une « épreuve » imposée à la nation et dont elle va sortir « raffermie ».

Un moyen commun employé par les producteurs de représentations nationales pour exalter les qualités de leur nation en conflit consiste à faire contraster celles-ci avec la représentation négative de l'ennemi. Ceci permet d'effacer nuances, doutes, interrogations, en forgeant des formules binaires et des images synthétiques frappantes, qui suscitent l'adhésion immédiate et ont un effet rassembleur. Cette technique n'est spécifique ni à la conjoncture ni à la France. Le langage figuratif qui renvoie à l'opposition entre le bien et le mal (obscurité/lumière, bas/haut, etc.), originaire du répertoire religieux, est subsumé par les oppositions culturelles bourreau/victime et barbarie/humanisme, qui fonctionnent dans les cultures occidentales comme des opérateurs axiologiques, la déshumanisation de l'ennemi étant une stratégie rhétorique courante.

Mais dans cette guerre et à ce moment de l'histoire humaine, l'Allemagne nazie a incarné les **puissances du mal**. (Jacques Maritain, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

On peut croire, on croit un instant qu'avec la France trahie c'est **l'humanisme** qui succombe, que **la barbarie** a partie gagnée, que la nuit d'un nouveau moyen âge va envelopper l'Europe.

C'est du fond de cet abîme que la victoire d'aujourd'hui fait surgir un nouveau humanisme.

Grâce à de Gaulle, à Churchill, à Roosevelt, à Staline, grâce aux immenses forces populaires dont ils sont l'expression, c'en est fait, sur le

plan militaire, des monstres qui, durant des années, ont été les bourreaux des corps et les bourreaux de la pensée. (Albert Bayet, *Action*, 11 mai 1945)

Un ennemi surgi de l'enfer et l'abjecte trahison sa complice, ont jeté la France contre terre, ont paru l'ensevelir vivante dans la boue, le sang et les supplices. Berlin, Rome et Vichy, la tiare du trirègne sur le front de la Bête, pour parler comme saint Jean, ont cru en finir avec la plus noble nation du monde. (André Suarès, *Les Nouvelles littéraires*, 5 avril 1945)

Et ainsi la France, pendant quatre ans, ce fut **l'Enfer**. Car il n'y régna que l'Injustice. Pendant quatre ans, dans ce pays, **les méchants** furent heureux à la mesure de leur méchanceté. Et **les bons** furent frappés à la mesure de leur pureté. (Vercors, *Carrefour*, 2 décembre 1944)

Outre l'image de l'enfer, on trouve également une représentation (typiquement religieuse, elle aussi) de l'Occupation en tant qu'« épreuve » dont la France serait sortie « grandie et purifiée » (*Carrefour*, 26 octobre 1945). Georges Duhamel, par exemple, parle de la « grande épreuve » (*Les Lettres françaises*, 16 septembre 1944). Même si ce répertoire est en quelque sorte une métaphore vieillie, voire un cliché linguistique, les résidus de connotations mystiques sont ravivés par l'insertion de références concrètes aux événements et par l'interaction avec d'autres représentations du même registre (par exemple, le thème de l'espoir, sur lequel on reviendra). Mettant en jeu des forces surnaturelles, une telle représentation permet d'estomper la honte et le sentiment de culpabilité, voire la responsabilité collective, tout en grandissant l'issue de l'« épreuve » :

En effet, loin de l'abattre ou de la diminuer, **l'abominable épreuve** que Paris a subie, avec ses fusillades et ses déportations, **l'a durci dans son refus, dans son esprit de résistance** et sauvé, sur les barricades, du sort à quoi ses occupants semblaient près de la réduire. (Francis Carco, *Carrefour*, 3 mars 1945).

Toute la question était de savoir comment l'âme française allait la supporter. **Épreuve tragique**, et qui risquait d'être mortelle. Elle a failli l'être, aux regards du monde atterré. Ce n'était pas tant l'écroulement matériel que l'apparent abandon des âmes au désastre, – ces troupeaux d'âmes trahies par ceux à qui elles s'étaient confiées. L'abdication parut complète – sans précédent dans toute l'histoire française. (Texte de Romain Rolland lu à la Sorbonne le 9 décembre 1944 à la séance de com-

mémoration des intellectuels victimes de l'occupation, *Les Nouvelles Littéraires*, 5 avril 1945)

Jamais peut-être depuis la Révolution de 89, tu n'avais mieux compris, dans **l'épreuve** de son absence, la valeur de la liberté. (*Témoignage Chrétien*, 1er septembre 1944)

La France, en ce moment, traverse une nouvelle **épreuve**, à peine moins redoutable que celle dont elle sort. (Jules Romains, *Carrefour*, 14 juillet 1945).

Une variante plus accentuée de cette représentation mystique se retrouve dans le thème chrétien de crucifixion et de résurrection. C'est le thème de la « patrie ressuscitée ». Le fondateur des Éditions de Minuit clandestines, Vercors, par exemple, décrit une affiche que l'on voyait alors sur les murs de Paris et qui représentait la France sous les traits d'une jeune femme « dont la main porte encore la marque du clou qui la tenait crucifiée » (*Carrefour*, 2 décembre 1944). L'article de Mauriac dans le premier numéro de *Carrefour* (28 août 1944) s'intitule « Servir la France ressuscitée », et Alexandre Arnoux écrit : « Mais la Résurrection a eu lieu » (*Carrefour*, 7 avril 1945).

Ces représentations mystiques ou religieuses sont cependant plus fréquentes parmi les intellectuels de l'ancienne génération, partisans de la réconciliation nationale, ceux de la nouvelle, qui campent sur des positions plus intransigeantes, insistant plus volontiers sur le thème du combat. Ceci apparaîtra nettement dans les représentations des formes de refus et de résistance, mais on peut déjà observer comment, chez le directeur des *Lettres françaises* Claude Morgan, le thème de l'« épreuve » est remplacé par la « lutte » :

Loin d'être épuisé, notre peuple est sorti raffermi et trempé par la lutte. La preuve en est dans cette vitalité des Comités de Libération qui ... collaborent étroitement avec les pouvoirs publics à la reconstruction de la France. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 14 octobre 1944).

Cette différence correspond au clivage qui se crée entre les deux générations : la jeune vise à promouvoir les nouvelles valeurs constitutives de « l'esprit de Résistance » dont elle se réclame ; elle reconvertit le capital moral acquis dans la Résistance intellectuelle en fondant sa conception du rôle de l'intellectuel sur les notions de « responsabilité » et d'« engagement », dont la forme la plus extrême est la lutte armée (Sapiro, 1999 : chap. 8 ; 2011, chap. 9).

Dans un article paru en décembre 1944 dans *La France libre*, revue gaulliste que dirige Raymond Aron à Londres depuis 1940, et repris dans *Situations* III, Sartre va donner au thème de l'épreuve un sens plus existentiel, qui tranche avec la vision optimiste et réveille le sentiment diffus de culpabilité refoulé par la dénégation de la responsabilité collective. S'adressant aux anglais et aux américains qui pensent que l'occupation en France n'a pas été si terrible, Sartre met de côté les souffrances physiques pour se concentrer sur la manière dont les parisiens ont ressenti l'occupation au quotidien. Les Allemands n'étaient pas violents, explique-t-il, ils se comportaient correctement. Loin de les couvrir de leur mépris, les parisiens étaient, de ce fait, tiraillés par des signes contradictoires : le refus de leur adresser la parole et les règles de serviabilité. « Il s'était établi à la longue une sorte de solidarité honteuse et indéfinissable entre les Parisiens et ces troupiers si semblables, au fond, aux soldats français », écrit Sartre. Cet accommodement, cette banalisation de l'occupation contribuaient à brouiller le concept d'ennemi. Celui-ci n'avait pas de visage. Sartre le compare à une pieuvre qui s'empare un jour de certains et les engloutit en silence. L'épreuve consistait précisément dans la coexistence « d'une haine fantôme et d'un ennemi trop familier qu'on n'arrive pas à haïr ». Il évoque le cas des fous habités par le sentiment qu'un événement atroce a bouleversé leur vie, une impression de rupture entre le passé et le présent. Puis cite les cas de « dépersonnalisation ». La dépersonnalisation naît de la sensation de perte de l'avenir. Cette dépossession de l'avenir et de la capacité de projeter et d'entreprendre, le sentiment de n'être pour les autres qu'un objet engendraient une perte du sens de l'existence, et une forme de déshumanisation. C'est pour « recouvrer un avenir » que nombre de Français se sont engagés dans la Résistance. Cette analyse exprime la conception sartrienne du projet et du choix comme matérialisation de la liberté, telle qu'il la développée dans *L'Être et le néant* (1943). La sensation d'abandon était accrue par l'attitude des alliés et les sentiments contradictoires qu'ils suscitaient, entre révérence et indignation, lors des bombardements. La mauvaise conscience, due à la complicité quotidienne avec l'occupant, à la promiscuité de la situation d'occupation, la honte et la culpabilité, due au sentiment de responsabilité alors même que ses conséquences ne pouvaient être assumées, tel était le fondement de la souffrance psychologique des parisiens occu-

pés. Sartre met de côté les collaborateurs, phénomène « normal » dans toute nation. Mais le sentiment de culpabilité venait de « la situation du pays, tout entier collaborateur ». Cette condition était aggravée du fait des divisions de la nation : familles dispersées, prisonniers séparés de la communauté nationale, clivages traditionnels, mais que la situation de crise a accentués au lieu de les atténuer, entre paysans et citadins, bourgeois et ouvriers, conflits de générations. Ces querelles étaient ressenties d'autant plus fort que les Français furent bercés pendant ces quatre années par un rêve d'unité. La dépossession de son destin, la honte et la culpabilité ont fait que l'occupation fut vécue comme une souffrance plus terrible que la guerre, puisqu'elle empêchait d'agir et de penser. Si la France n'a pas « fait preuve de grandeur », la Résistance rachète cependant les faiblesses du peuple tout entier.

### 2.2.2. L'attitude des Français

Il est difficile d'estimer dans quelle mesure les représentations de l'attitude des Français, qui composent l'image d'une résistance passive, sont dérivées de la vision gaullienne d'un « peuple en résistance ». Toutefois, qu'elles soient motivées par des intérêts différents ou non, elles semblent bien remplir une même fonction, celle d'attribuer un rôle dans la libération du pays à la majorité de la population qui n'a pas participé au combat armé, afin d'éviter toute scission interne et de présenter une image d'unanimité (les « traîtres » mis à part). L'image de la résistance passive se dégage de deux thèmes majeurs, employés alternativement : le refus et l'espoir. Ces deux thèmes développés par la Résistance intellectuelle dès la défaite, de Jean Paulhan, qui avait intitulé l'édito du dernier numéro de la prestigieuse *Nouvelle Revue française*, paru en juin 1940, « L'Espoir et le silence », jusqu'à Giraudoux qui, plus d'un an avant l'euphorie de la Libération, combine les deux thèmes du refus et de l'espoir en interprétant l'apathie des Français comme un refus de reconnaître la réalité, attitude qu'il explique par la confiance (l'équivalent de l'espoir) :

Mais il est une apathie née de la guerre, qui n'est pas une forme de l'indifférence, mais de la **confiance**. Loin de signifier que le pays admet sa défaite, elle dit qu'il n'y croit pas, et combien d'entre nous, à défaut de cocaïne, ont traité le mal de la patrie par une distraction instinctive ou volontaire. Il a toujours fallu plus d'imagination pour saisir la réalité

que pour l'ignorer. **La plupart des Français se sont imposés ce manque d'imagination qui empêche de voir les drapeaux étrangers**, de ressentir les musiques étrangères, de ressentir les contraintes, les hontes, les blessures autrement que dans une espèce de rêve. (Jean-Pierre Giraudoux, « Sans pouvoirs », 21 juin 1943, reproduit dans *Les Lettres françaises*, 23 septembre 1944)

Le refus est tout d'abord celui de la défaite, incarné par l'appel du 18 juin et par l'homme qui l'a lancé, le général de Gaulle :

Dès ce jour Charles de Gaulle était le symbole de la France, de son refus et de sa volonté. Refus de la France d'accepter comme définitive la victoire nazie. (P. Chaillot, Témoignage Chrétien, 2 septembre 1944)

Mais le refus est bientôt devenu l'expression de l'attitude des français face à l'occupant. Thématisé par Vercors dans *Le Silence de la mer*, premier récit publié clandestinement par les Éditions de Minuit, en 1942, l'image du refus du peuple français d'accepter le joug de l'occupant est le corollaire de l'imputation de la trahison à une petite minorité. Le célèbre article de Sartre, paru sous le titre « La République du silence » le 9 septembre 1944, à la une du premier numéro des *Lettres françaises* publié au grand jour, confère à cette représentation une portée existentielle et philosophique sans précédent.

L'article s'ouvre sur le fameux paradoxe : « Jamais nous n'avons été plus libres que sous l'occupation allemande ». Sartre s'érige ici en porte-parole de la conscience nationale – il emploie la première personne du pluriel – pour donner un sens à l'expérience collective de l'Occupation. L'oppression quotidienne qu'ont subie les Français dans les circonstances particulières de l'occupation étrangère leur a révélé la condition mortelle de l'homme. En même temps, elle les a conduits à lutter contre cette oppression, à y résister. Sartre distingue l'élite des « vrais Résistants » qui ont pris les armes des Français ordinaires qui ont eux aussi résisté à leur façon, dans leur conscience, en disant *non* à l'occupant.

Et le choix que chacun faisait de sa vie et de lui-même était authentique puisqu'il se faisait en présence de la mort, puisqu'il aurait toujours pu s'exprimer sous la forme « Plutôt la mort que... » Et je ne parle pas ici de cette élite d'entre nous que furent les vrais Résistants, mais de tous les Français qui, à toute heure du jour et de la nuit, pendant quatre ans, ont dit non. (Jean-Paul Sartre, *Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944; souligné dans le texte)

En posant la question même de la liberté et de ses limites – « son pouvoir de résistance aux supplices et à la mort » -, cette situation a dévoilé aux Français leur condition humaine. Elle les a mis face à la nécessité de choisir entre la servitude et la liberté. Si, dans l'ombre, la Résistance a constitué une « démocratie véritable », la « plus forte des Républiques », cette république « sans institutions, sans armée, sans police » a été affirmée par l'ensemble du peuple français qui a silencieusement dit non au nazisme. On a vu que Sartre reviendra quelques mois plus tard sur cette représentation du refus généralisé, qui reprend de la thèse gaullienne selon laquelle, hormis une petite minorité, la nation toute entière aurait résisté à l'occupant

On retrouve le thème du refus sous une forme plus vague, en tant qu'attitude morale individuelle d'affirmation de la liberté chez Duhamel, ou encore en tant que réaction collective de la nation, personnalisé sous la figure d'une femme, comme dans ces citations de Mauriac et d'André Suarès :

Même dans le secret d'une chambre, même dans la solitude de la promenade, l'esclavage se fait sentir. L'homme cherche à s'enivrer de la liberté intérieure. Il se répète, les dents serrées : « **Non, non, je ne suis pas esclave!** Je pense ce que je veux. Rien de ce que j'aime n'est perdu. Le Louvre n'est pas vaincu, Molière n'est pas vaincu, Debussy n'est pas vaincu. **La vraie France est plus grande que sa prison.** » Ainsi rêve le passant du trottoir. (Georges Duhamel, *Les Lettres françaises*, 16 septembre 1944)

La martyre dont le vainqueur a abusé et dont un bâillon serre la bouche, regardez sa tête qui ne s'interrompt pas de bouger de droite à gauche et de faire depuis bientôt cinq années le signe du refus. (François Mauriac, *Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944)

De toute part on entend gronder ce « non ! » qui la venge et la sauve, après quatre ans de tortures et d'ignominie. L'honneur a dit non et ce « non ! » a rendu l'honneur à la France. (André Suarès, *Les Nouvelles littéraires*, 5 avril 1945)

Le thème de l'espoir qui n'a pas quitté le peuple français durant les « années noires » symbolise la force spirituelle qui a moralement soutenu la lutte armée. Dans sa version mystique, l'espoir correspond à la foi qui émane du génie du peuple et se rattache ainsi au répertoire de l'« épreuve ». Cette version tend à apparaître, comme on le voit, chez

des intellectuels de l'ancienne génération et chez les intellectuels catholiques comme Mauriac et Maritain :

Nous savions, nous sentions que la France ne pouvait pas mourir, que le génie de la France tenait en réserve des miracles admirables ... Alors, dans le fond de nos cœurs, nous avons commencé de répéter, avec ferveur, notre affirmation, comme une prière obstinée : « nous vaincrons parce que nous sommes les plus libres ». (Georges Duhamel, *Carrefour*, 2 septembre 1944)

Nous ne pouvons nous prévaloir de rien sinon de **notre foi** qui, durant ce cauchemar de quatre années, n'aura pas défailli. Même en juin 40, le Reich eut beau hurler sa joie à tous les micros de l'Occident et, sur une France vidée par tous les suçoirs, par toutes les ventouses de la pieuvre, les maurassiens de Vichy eurent beau, en tremblant de joie, essayer enfin leur système, oui, même alors **nous demeurions fous d'espérance**. (François Mauriac, *Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944).

Or, c'est là que le miracle se produisit. Du fond du gouffre, **l'éclair de la foi** dans la France a jailli et la flamme sacrée de **l'indestructible espérance**. Elles ont bondi de tous les milieux, de tous les partis, de toutes les classes de la société .... (texte de Romain Rolland lu à la Sorbonne le 9 décembre 1944 à la séance de commémoration des intellectuels victimes de l'occupation, *Les Nouvelles littéraires*, 5 avril 1945)

Salut au peuple de France et à son **espérance crucifiée!** (Jacques Maritain, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

Mais on trouve aussi, surtout chez la jeune génération imprégnée de l'ambiance révolutionnaire (communiste ou autre), la représentation d'un espoir engendré par la lutte. De même qu'il substituait le thème du combat à celui de l'épreuve, Morgan remplace le « génie du peuple » par l'« élan insurrectionnel », soutenu par l'espoir de la liberté retrouvée.

Lorsque notre pays haletait sous le poids de l'occupant, résistant farouchement aux entreprises de sa propagande, c'est **l'espoir de la liberté** retrouvée qui le soutenait et l'élan qui emporta les Parisiens aux barricades était l'élan même qui emportait les combattants de Valmy (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 23 septembre 1944)

De même, Jean Guéhenno, intellectuel de gauche (de tendance socialiste), représentant de la génération intermédiaire qui a immédiatement adopté une attitude intransigeante face à l'occupant et à la politique de Collaboration engagée par le gouvernement de Vichy, ajoute l'aspect actif de la résistance à l'attente passive dans la foi :



... jamais le peuple français, dans sa masse, n'a cru à sa défaite. Dans la prison et dans la nuit il a **attendu et préparé la délivrance** et le retour à la lumière. (Jean Guéhenno, *Gavroche*, 16 novembre 1944)

La première image-force de la vision gaullienne se dégage de ce passage de l'allocution prononcée par le Général le 25 août :

Paris! Paris outragé! Paris brisé! Paris martyrisé! Mais Paris libéré! Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.

En omettant de mentionner la Résistance et les résistants et en n'évoquant que tardivement dans son discours les forces alliées, de Gaulle fait émaner le salut de la France tout entière. Négligés dans les discours de De Gaulle, les résistants sont cependant présents sur le terrain, qu'il s'agisse de la scène politique (où ils sont promus au sein des partis) ou de la presse, et ils n'ont pas l'intention de se laisser usurper un titre qui leur revient de droit.

C'est en particulier le Parti communiste qui va s'opposer au Général, étant donné le rôle majeur qu'il a joué dans la Résistance et dont il se réclame, entre autres, en le présentant comme le « parti des fusillés », selon la formule forgée par l'écrivaine Elsa Triolet. En dépit de l'unanimité de façade qui règne dans les premiers mois de la Libération, la tension se fait d'ores et déjà sentir dans les luttes autour de la représentation du passé. Les communistes insistent sur la lutte clandestine, le combat antifasciste, et la lutte de classe contre les élites qui ont trahi alors que la vision gaullienne privilégie le combat militaire et la légitimité républicaine, les résistants (bien qu'héroïques) n'ayant fait que leur devoir de soldat (Rousso 1987 : 37). Une première manifestation du conflit survient lorsque le Général, au nom de l'ordre, décide de désarmer les gardes patriotiques<sup>11</sup>. Citons en exemple la réaction de Valdi Leduc dans *Action* :

La période insurrectionnelle est terminée. 'Il faut désormais désarmer les factions', clament d'officieuses manchettes. On croit rêver. Deux

---

<sup>11</sup> En fait, c'est Thorez lui-même qui, dès son retour de Moscou, va dissoudre les gardes patriotiques (voir Fauvet 1959: 30 ; Elgey 1965: 28). Ce paradoxe tient probablement à la tension qui se crée au sein du parti entre les anciens dirigeants qui optent pour la coopération avec le chef du gouvernement et de nouveaux agents promus par leur activité dans la Résistance.

mois à peine et le vocabulaire de Vichy retrouve une singulière fortune. Les factieux, c'est vous, hommes des groupes francs et des équipes de sabotage : c'est vous ouvriers des imprimeries qui, de vos mitraillettes avez fait un rempart à ces journalistes qui aiguïsent aujourd'hui leurs meilleures formules pour applaudir à la dissolution des vos Milices patriotiques.

Il paraît que désormais la vigilance des citoyens est superflue. Il paraît que la présence d'une garde nationale formée de volontaires pour la défense de la République est un danger pour l'ordre. ...

Le peuple, dans un grand élan de confiance et de sacrifice, a appelé au pouvoir le gouvernement du général de Gaulle. Il est dangereux de jouer avec la confiance du peuple. (Valdi Leduc, éditorial d'*Action*, 3 novembre 1944)

Les communistes poursuivront leurs revendications en exigeant la mobilisation des volontaires « patriotes » qui désirent participer à l'effort de guerre et à la victoire<sup>12</sup>. Le conflit prendra aussi des dimensions politiques, comme on le verra plus loin. Dans les hebdomadaires politico-littéraires de la Libération apparaissent deux figurations de la France en lutte : la Résistance et la « libération du pays par les Français ».

Parmi les répertoires produits à la Libération, l'image de la Résistance est de ceux qui se sont le plus incontestablement intégrés par la suite au répertoire canonique des représentations nationales. Dès la Libération, la Résistance est une référence convoitée par tous les courants idéologiques, mis à part les anciens collaborateurs. Plus particulièrement, deux formes majeures de résistancialisme émergent, la version gaullienne et celle de la gauche qui, comme le dit Rousso (1987 : 29), a « plus volontiers que d'autres tenté d'inscrire la Résistance au panthéon des valeurs républicaines ». Mais Rousso montre aussi comment la droite, qui réapparaît au grand jour sur la scène politique avec le renvoi des ministres communistes en 1947, va tenter peu à peu de récupérer la Résistance au profit de Pétain, tout en dénonçant ce qu'elle appelle le « résistancialisme » et qui est censé désigner les fanfarons de la dernière heure. L'argument d'une partie de la droite et de l'extrême-droite sera, à partir de cette date, le suivant : « la défaite et l'armistice étant inéluctables, Vichy l'était aussi et a gouverné en toute légitimité, résistant tant qu'il pouvait aux nazis » (Rousso 1987 : 39). Cette thèse,

---

<sup>12</sup> Voir André Rousseaux, « L'âme du maquis », *Les Lettres françaises*, 30 septembre 1944.

mobilisée dès les procès de l'épuration en défense des accusés, n'est pas parvenue à s'imposer et à leur éviter d'être punis en tant que traîtres à la nation.

En 1944, une telle vision est, en effet, encore inimaginable. Les représentations qui circulent, d'inspiration gaullienne, communiste ou autre, se réfèrent toutes à la lutte armée. L'usage abondant du registre héroïque dans l'exaltation de la Résistance, déjà présent dans la littérature et la presse clandestine (voir Atack 1989), reflète bien l'esprit guerrier ou insurrectionnel qui règne dans les représentations nationales de l'époque. La Résistance se rattache, comme on l'a vu, aux « luttes du peuple français pour la liberté », c'est à dire aux références historiques canoniques de la « grandeur de la France », en particulier à la Révolution française. Elle devient le symbole du patriotisme français dont elle incarne toutes les valeurs suprêmes : esprit d'abnégation jusqu'au martyr, héroïsme, fidélité à la tradition française des droits de l'homme, etc. On ne citera pas les innombrables descriptions détaillées des exploits de la Résistance. Voici juste quelques exemples qui en illustrent la représentation héroïque :

Au delà de toutes les vertus qu'ils peuvent avoir, les hommes et les garçons de la Résistance surpassent le commun des braves gens par bien autre chose : le don total qu'ils ont fait d'eux-mêmes à leur foi en la patrie. ... cette rupture avec tout ce qui est de l'ordre quotidien, c'est le signe d'une vie qui s'élève à un autre ordre : celui de l'héroïsme et de la sainteté. ... Des Français comme ceux-là il en paraît deux ou trois fois en quinze cents ans. Il y a les Croisés, il y a les soldats de l'an II, il y a les hommes du maquis. (André Rousseaux, *Les Lettres françaises*, 30 septembre 1944)

... les sacrifices inouïs consentis par des millions d'hommes au nom de la patrie et de la liberté, l'héroïsme de la résistance chez les peuples opprimés, l'héroïsme incomparable de la résistance française, dressée à la fois contre l'ennemi et contre un pouvoir usurpé qui trahissait l'âme de la France, et retrouvant la passion des libertés civiques au milieu de tortures souffertes pour la nation, ont fait voir au monde quelles suprêmes réserves d'énergie morale et spirituelle demeuraient en réalité dans les démocraties. (Jacques Maritain, *Les Lettres françaises*, 4 novembre 1944)

La France nouvelle est née de **l'héroïsme des meilleurs de ses enfants**. Elle ne sera grande que par l'héroïsme. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 31 mars 1945)

La tension entre les deux versions du « résistancialisme » se manifeste dans les nuances, les mises en relief et les omissions. Voici deux représentations de la Résistance assez proches de la version gaullienne. Celle de Mauriac met en avant l'unité de l'action. Le réalisateur Jean-Bernard Derosne est plus catégorique : il décrit la lutte des résistants (ceux de l'extérieur inclus) comme une réponse à l'appel du Général :

Par bonheur, la Résistance a réuni d'abord autour du général de Gaulle, puis confondu et amalgamé dans une passion unique des Français de tout bord et de toute condition. (François Mauriac, *les Lettres Françaises*, 9 septembre 1944)

La Résistance, c'est l'ensemble des hommes qui, en France et hors de France, ont créé à l'appel du général de Gaulle, « la lutte du peuple français pour sa libération ». Rien ne les obligeait à cette lutte que le seul volontariat. Ils lui ont apporté leur acceptation du danger. Ils ont leurs martyrs. Ils ont eu leurs victoires. Seul d'abord, le général de Gaulle devint, grâce à eux, le chef de quelque chose, puis le chef de la France entière. Il était dès lors impossible que, dans le monde, on ne reconnût pas cette réalité. Elle fut reconnue.

Un homme, puis dix hommes, puis un million. Il n'en faut pas davantage pour refaire une patrie autour de laquelle se groupe bientôt tout un peuple. La Résistance avait tout sauvé. (Jean-Bernard Derosne, *Carrefour*, 13 janvier 1945).

La version communiste peut être illustrée par cette citation de Valdi Leduc. En glorifiant la lutte clandestine et en représentant de Gaulle entrant dans un Paris déjà délivré, Leduc propose un récit qui tranche avec la version gaullienne sans toutefois expliciter le conflit :

Jamais l'action des patriotes n'a été plus ardente et plus sûre d'elle-même. Dans le secret, une grande armée s'est forgée qui passe au combat sans plus attendre. Le rythme des sabotages, des grèves, des attaques de colonnes ennemies témoigne de la part croissante que prend la France authentique à la guerre. ...

Tandis que le peuple se prépare avec fièvre à l'insurrection nationale, c'est le coup de tonnerre du 6 juin. Ce qui va suivre est le fruit merveilleux de l'œuvre souterraine de la Résistance. La France court aux armes, aux pauvres et rares armes, avec ardeur. L'épopée du 19 au 21 août, qui revit Paris « arracher ses pavés » et les dresser contre les chars Tigre, restera comme le symbole de l'année héroïque. Dans le même élan national, l'ennemi est bousculé et chassé des trois quarts du pays avec une disproportion de moyens et une audace dans l'attaque qui étonnent le monde. Le général de Gaulle entre dans Paris délivré, accueilli par la

ferveur de tout un peuple. (Valdi Leduc, *Action*, 5 janvier 1945).

La première image-force de la vision gaullienne représentait la France libérée par les Français, les Alliés n'étant mentionnés que tardivement dans le discours du 25 août. La force de cette image réside en ce qu'elle efface le souvenir de la défaite et la honte des années d'occupation et de collaboration, redressant la fierté nationale. La part de vérité dans cette représentation tient au fait que c'est une division française qui est entrée la première dans Paris (grâce à lui), et aussi qu'une bonne partie de la population, dans le Sud-Ouest notamment, n'a pas vu de soldats alliés.

« Paris s'est délivré lui-même », écrit Mauriac dans le premier numéro des *Lettres françaises*. Le thème est donc repris par les intellectuels qui emploient diverses stratégies : l'omission des forces alliées, l'énumération des régions libérées par les forces françaises, la mise en relief des moyens précaires dont disposaient ces dernières, etc. La représentation du pays libéré par son peuple s'enchaîne à celle de la Résistance pour former l'image héroïque d'une nation en lutte contre l'oppression. Elle est renforcée par l'attitude de résistance passive du peuple (le refus et l'espoir).

On sentait, à les écouter plaider la cause de la France, que dès à présent, par l'effort conjugué des Forces Françaises combattantes et des Forces de l'Insurrection nationale, elle avait partie gagnée. (Albert Bayet, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

Sait-on que les quatre régions de Limoges à Clermont-Ferrand ont été entièrement libérées par 80 000 soldats des forces intérieures – sans le concours des forces alliées ou des armées d'Afrique du Nord – qui ont décimé la valeur de quatre **divisions allemandes** (André Desmont, *Carrefour*, 23 septembre 1944)

On sait qu'une colonne de la division Leclerc pénétra au cœur de Paris dès le 24 au soir. Le gros des forces n'y entra que le 25 au matin ... Ce qu'il nous fallait apprendre, c'est que si la division Leclerc libérait la capitale de l'étreinte allemande et la dégageait pour toujours, c'était bien au peuple de Paris avec ses pauvres armes et les ongles de ses doigts qu'on devait ce retranchement de l'ennemi qui permit ensuite de l'attaquer de front et de mener des opérations militaires, d'ailleurs très dures et souvent coûteuses, mais franches et rapides ... Mais qui se préoccupait alors de mesurer la part que l'armée régulière et le peuple de Paris avait prise, chacun, à cette œuvre miraculeuse qu'était la libération de Paris? (Pierre Bourdan, *Carrefour*, 24 août 1945)

On relève deux nuances idéologiques dans la variante communiste : l'attribution de la libération du pays à l'insurrection nationale et la mise en relief du « peuple ». Notons aussi que Kriegel-Valrimont mentionne les forces alliées à propos de la défaite d'Hitler, et non pas de la libération de la France, insistant sur le rôle de l'Union Soviétique :

Nous venons de vivre une insurrection. Les ouvriers, les boutiquiers, les braves gens de France se sont soulevés. Avec des armes conquises à la force du poignet ; selon l'énergique expression d'un journaliste, ils ont libéré leur capitale, comme ils ont libéré Marseille, Lyon, Toulouse, Montpellier, Clermont, etc. (Valdi Leduc, *Action*, 16 septembre 1944)

Notre peuple fête sa victoire de 1918. Il fête aussi la victoire de l'Insurrection nationale qui permet aux armées de délivrer la majeure partie de notre sol en un temps record. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 11 novembre 1944)

Les Français n'oublient pas que c'est l'effort de toutes les nations alliées qui aura permis la défaite d'Hitler. Ils garderont toute leur reconnaissance à l'Union Soviétique qui a cassé les reins au monstre hitlérien. ... Mais ils n'oublieront pas non plus qu'ils ne se sont jamais pliés et qu'ils se sont soulevés, **presque sans armes**, contre un ennemi encore puissant et barbare. (Maurice Kriegel-Valrimont, *Action*, 9 septembre 1944)

### 2.2.3. L'Anti-France et la vraie France

La deuxième composante de la vision gaullienne était la mise entre parenthèse de Vichy. Ainsi, lorsque le 25 août Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance, lui demande de proclamer la République, le Général réplique :

La République n'a jamais cessé d'être. La France libre, la France combattante, le Comité français de la libération nationale l'ont, tour à tour, incorporée. Vichy fut toujours et demeure nul et non avenu.

Le régime de Vichy étant décrété illégal, le pouvoir a donc été usurpé par des « traîtres ». Dans l'allocution qu'il prononce ce même 25 août, le Général parle de « quelques malheureux traîtres qui se sont livrés à l'ennemi et qui connaissent ou connaîtront la rigueur des lois » (de Gaulle 1956 : 503). Le thème de la trahison, antithèse du patriotisme, permet donc d'attribuer la responsabilité des malheurs de la France à une minorité qui n'incarne pas la nation.

Le renversement du rapport de force à Libération entraîne ainsi une permutation de la figure du traître, qui se déplace des résistants et des gaullistes aux vichystes et aux collaborateurs. L'écrivain fasciste et collaborationniste Robert Brasillach avait ainsi appelé à fusiller les « traîtres » ou à les déporter et à frapper ceux qui en étaient « moralement complices ». À ses yeux, le général de Gaulle était « un traître fort légalement condamné à mort », les gaullistes étaient tous des « traîtres », comme il l'avait écrit dans *Je suis partout* le 21 mars 1942. À présent, c'était lui qui était condamné à mort pour le crime d'« intelligence avec l'ennemi ». Il fut exécuté en février 1945.

Le thème de la trahison a, en effet, des conséquences bien au-delà du niveau des représentations, car il est au fondement des interprétations de l'article 75 du code pénal (« intelligence avec l'ennemi »), et des autres articles condamnant les atteintes à l'intérêt national, sur la base desquels les collaborateurs sont jugés lors des procès de l'épuration (voir à ce sujet Novick 1985 : 219-253; Simonin 2008; Sapiro 2011 : chap. 11), sans parler des exécutions sommaires effectuées en son nom. Mais ceci dépasse notre propos. Toujours est-il que la désignation d'une catégorie de traîtres, fondée sur un critère de classement qui transcende les divisions sociales : le patriotisme, a pour fonction d'unir la nation contre un « ennemi de l'intérieur ». On se bornera ici à citer quelques exemples de l'emploi de cette représentation qui, appliquée au gouvernement de Vichy et aux collaborateurs, permet de préserver intacte l'image de la France :

En 1940, des traîtres ont livré la France à Hitler. Le complot contre l'indépendance française avait réussi. ... Pour camoufler la trahison, ils invoquaient la « France seule », quand ils ne juraient pas par la « nouvelle Europe ». Mais la France, trompée et trahie, s'est retrouvée. Elle a résisté. (Maurice Kriegel-Valrimont, *Action*, 9 septembre 1944).

Pétain et ses cagouleurs livrent à Hitler le pays de Descartes, de Voltaire et des Droits de l'Homme. (Albert Bayet, *Action*, 11 mai 1945)

Sans doute il y avait en ce pays, comme en tout pays, un quarteron de traîtres, les hommes de Maurras et de Pétain. ... Vous ne pouvez imaginer ce qu'est cette autre guerre, hypocrite et sourde, que le tyran et les traîtres, ses valets, peuvent faire à l'âme d'un peuple ... (Jean Guéhenno, *Gavroche*, 16 novembre 1944).

Les complices et les serviteurs de la trahison n'ont rien compris au peuple qu'ils ont trahi. Ils n'ont rien su de son histoire ni de son sang. (André Suarès, *Les Nouvelles littéraires*, 5 avril 1945)

Notons que, de même que le gouvernement Vichy et ses thuriféraires avaient imputé la défaite de 1940 aux « péchés républicains », parmi lesquels les congés payés adoptés par le Front populaire et aussi au pessimisme et à l'immoralisme de littérature moderne (Muel-Dreyfus 1996 ; Sapiro, 1999 : chap. 2), la trahison est assimilée, par la gauche, à une catégorie sociale : les « élites ». Politiques, économiques, intellectuelles, les « élites » ont mis leur pouvoir au service de l'ennemi, selon un thème qui apparaissait déjà dans la presse et dans la littérature clandestine :

Non, je parle de ceux qui, placés avec le consentement du pays, de son gouvernement, de ses institutions, de son économie, se sont faits les instruments de la guerre hitlérienne et de l'asservissement français. Ce sont, en premier lieu, les ministres de la capitulation et les ministres de Vichy, les industriels et les banquiers qui ont froidement misé sur la victoire allemande, les archevêques qui ont, en chaire, applaudi à notre châtement, les grands corps de l'État, les généraux, les hauts fonctionnaires, les salons, les journalistes, les intellectuels. Il s'agit de ce qu'on appelait les élites et les cadres du pays. La trahison est d'autant plus criminelle qu'elle est plus haut placée. (Pierre Hervé, *Action*, 16 septembre 1944)

Dérivée du thème de la trahison, l'idée que Vichy n'est pas la France est le corollaire du rétablissement des valeurs républicaines identifiées à la « vraie France ». Selon les nuances idéologiques, l'accent sera mis sur la France libre de l'homme du 18 juin ou sur la Résistance et l'insurrection nationale, héritière de la Révolution, mais les représentations semblent plus ou moins se recouper et se compléter pour former un tout harmonieux :

Ce qui nous a fait le plus souffrir, au cours de ces quatre années, ce ne sont pas les périls courus, c'est le sentiment cruel qu'aux yeux des nations, la France n'était plus la France. Nous savions bien nous, qui étions sur place, que la France n'avait pas été battue, qu'une poignée de traîtres vendus au fascisme l'avait empêchée de se battre. Mais le monde, lui, ne le savait pas. Mais le monde entendait répéter tous les jours, par l'abominable propagande pétainiste, que la France était une nation dégénérée, un pays de jouisseurs devenu brusquement incapable d'élan et de sacrifices. Nous savions que des amis, égarés par cette propagande, allaient murmurer : « Pauvre France ! » Comment répondre quand les Allemands de Vichy tenaient la presse, le cinéma, la radio, quand nos pauvres journaux clandestins ne parvenaient pas à franchir les fron-



tières ? Oui, il a fallu quatre années durant supporter ce supplice : savoir qu'on doutait de nous, savoir que des amis éprouvés, comme nos frères d'Amérique, en étaient à se demander si la France n'était pas pétainiste. Aujourd'hui, le voile ourdi par les mains des traîtres vole en lambeaux au vent de la victoire. Le vrai visage de la France républicaine reparaît ... Ils savent aujourd'hui, les hommes de tous ces peuples amis, que la France n'a jamais été pétainiste, que la France reste la France. (Albert Bayet, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

La France n'était plus la France, il eût bien fallu la recréer ailleurs. (Jean Guéhenno, *Gavroche*, 16 novembre 1944)

Des barricades aux maquis de Bretagne, des Alpes, du Limousin, le même courage, la même fierté, la même volonté de bataille et d'insurrection à tout prix ont balayé la vieille honte qui n'a pas pu souiller la France, car la vraie France l'a tenue pour intolérable. Le cœur de la vraie France a éclaté tout d'un coup. (André Rousseaux, *Les Lettres françaises*, 30 septembre 1944)

On a cru longtemps, surtout à Washington, que le gouvernement de Vichy représentait quelque chose en France : son effondrement est la preuve évidente du contraire. L'accueil unanime fait au général de Gaulle doit prouver aux plus sceptiques que c'est la Résistance qui est la vraie France. (André Siegfried, *Gavroche*, 23 septembre 1944)

Ainsi se cristallise la mémoire du passé immédiat autour d'une image unificatrice qui implique l'exclusion d'une « poignée de misérables ». C'est sur la base de ces représentations des « années noires », cadrées selon les répertorièmes de l'héritage national, que sont être élaborés les projets et programmes de reconstruction.

### 2.3. Projets et programmes : refaire la France

Dans son étude de l'image de la Résistance dans le Sud-Ouest de la France à la Libération, Pierre Laborie décrit l'atmosphère qui régnait dans « l'opinion » :

Chez les témoins qui en reparlent avec émotion, dans les lettres de catholiques, de communistes ou de jeunes F.F.I., dans les comptes-rendus des manifestations publiques où se succèdent explosions de joie et réactivation à vif du proche passé lors des obsèques des martyrs, c'est la même atmosphère. On veut refaire la France 'par-dessus les barrières pourries des formules périmées' (Laborie 1983 : 71).

La grande majorité des Français a manifesté son désir de changement dans le référendum du 21 octobre 1945 en répondant « oui » à la pre-

mière question : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit constituante ? » Car même s'il y a, comme on l'a vu, réaffirmation du républicanisme, « les formules périmées », ce sont avant tout la constitution de 1875 et les institutions de la Troisième République, qui sont rendues responsables de la défaite et de ses conséquences.

Mais « refaire la France » ce n'est pas seulement un programme politique de changement de constitution. Il y a le problème pressant de la reconstruction économique. En outre, le rejet des institutions de la Troisième République en raison de la défaite, des pleins pouvoirs donnés à Pétain et de la collaboration des « élites », entraîne aussi des interrogations d'ordre social et moral. Il y a bien d'autres problèmes (la reconstruction architecturale, par exemple ; voir Voldman 1997), dont on ne traitera pas ici.

Un grand nombre de projets de reconstruction avaient déjà été conçus pendant l'Occupation. On peut en trouver un choix dans le recueil publié par Henri Michel et Boris Mirkin-Guetzévitch, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance* (1954). Dans son introduction, Michel (*ibid.* : 4) décrit comment s'est formée « la pensée de la Résistance » :

Les rédacteurs des journaux clandestins n'étaient d'abord, ne serait-ce que par les risques encourus, que des soldats. Mais en face de l'occupant, dans le silence du Gouvernement de Vichy que déchiraient mal quelques protestations platoniques, devant les problèmes que posait la guerre et les préoccupations que suscitait toute anticipation sur l'après-guerre, ils parlèrent au nom de la France. Il leur fallut prendre position, affirmer des principes, soutenir une politique, esquisser des programmes. Le sort de la France libérée, le statut à lui donner, sa place dans le monde, les préoccupèrent d'autant plus que la Libération approchait et que le pouvoir véritable, de l'aveu même de l'ennemi – avant même que les Alliés fussent unanimes à le reconnaître – leur était peu à peu échoué, échappant à la houlette débile du Maréchal, alors même que sa milice les traquait encore. De la lutte contre l'ennemi, la Résistance passa ainsi au souci des lendemains de la lutte ; du plan militaire, elle glissa insensiblement au plan politique.

Ce glissement, c'est toute l'histoire de la Pensée de la Résistance française, doctrine de la Libération d'abord, puis esquisse d'une Renovation Nationale.

Bien que les projets diffèrent selon les tendances, on relève quelques thèmes qui circulent dans la presse clandestine et composent « l'esprit de Résistance ». À la Libération, ces thèmes seront repris et élaborés

dans la nouvelle presse ainsi que dans certains anciens titres qui se réclament de cet « esprit de Résistance », formant l'unanimité de façade qui caractérise les premiers mois de la reconstruction. On n'analysera ici que quatre thèmes, la sélection ayant été établie suivant la fréquence de leur apparition dans nos hebdomadaires et non pas selon le succès de leur réalisation<sup>13</sup>.

Refaire la France, c'est tout d'abord l'épurer de ses traîtres afin d'assurer le rétablissement moral de la nation. C'est aussi procéder à des transformations radicales, en particulier sur le plan socio-économique. La reconstruction et les transformations ne seront possibles que si l'unanimité dont les Français ont fait preuve dans la lutte survivra à la libération du pays : c'est le thème de l'unité. Enfin, cette unité et cette rénovation ne peuvent être réalisées qu'avec la participation (politique) de la Résistance.

### **2.3.1. Le châtement des traîtres**

La représentation de la trahison conduit naturellement aux projets de châtement et à leur mise en œuvre dans le cadre du processus d'« épuration ». Après la retraite de l'occupant, c'est de l'« ennemi de l'intérieur » qu'il faut avoir raison pour assurer « le salut du peuple français ». L'épuration est le gage du redressement moral de la nation, première condition de la reconstruction. Les aspects juridiques, politiques et sociaux de l'épuration ont déjà fait l'objet de nombreuses recherches (voir notamment Novick 1985; Rousso 1992 ; Baruch dir. 2003 ; Simonin 2008). Sans aborder un sujet trop complexe pour un exposé aussi sommaire, on se contentera ici d'évoquer brièvement les représentations de l'épuration dans les milieux intellectuels et la polémique qu'elle a provoquée entre les partisans d'une justice intransigeante et les tenants de « l'indulgence » ou de la réconciliation. En effet, si le camp de la Résistance s'accorde sur la nécessité de l'épuration, il est divisé quant à la sévérité des mesures à prendre. Ces divisions, que nous avons étudiées ailleurs (Sapiro 1999 : chap. 8 ; 2003), reposent autant sur une polarisation politiques (entre communistes ou proches et

---

<sup>13</sup> Le succès ou l'échec d'un programme est déterminé par d'autres facteurs, comme les rapports de force dans les champs politiques et/ou économique, dont l'étude dépasse le cadre de cette recherche.

gaullistes ou MRP) que sur un clivage générationnel, entre les nouveaux entrants qui s'affirment sur la scène intellectuelle à travers le capital moral acquis dans la Résistance, et leurs aînés considérés comme trop conciliants.

Du point de vue politique, cet extrait d'un éditorial d'*Action* illustre l'intransigeance communiste :

Des hommes ont pu se tromper ; un poilu de Verdun qui a gardé quelque temps sa confiance à un maréchal traître a pu commettre une erreur de bonne foi qui ne l'exclut pas de la communauté nationale, mais les hommes qui, d'intention délibérée, pour la sauvegarde de leurs intérêts, ont systématiquement trahi, trompé leur pays, doivent être jugés et punis. ... la France en guerre ne peut se permettre un pardon évangélique de la trahison d'hier, un tel pardon serait une prime à la trahison d'aujourd'hui. (*Action*, éditorial, 20 octobre 1944)

La position d'Yves Helleu dans *Carrefour* illustre la tendance modérée et soucieuse de la régularisation du processus. Il y dénonce les résistants de la treizième heure à qui il attribue les excès de l'épuration.

Se dominer d'abord. Le pays aspire à la justice, il répugne aux vengeances. Or un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure. Et les brassardiers de la treizième heure sont les plus acharnés à se dédouaner aux dépens du voisin... ou du concurrent. La Résistance se doit de les chasser impitoyablement pour aider le gouvernement à régulariser la procédure et les inculpations. (Yves Helleu, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

Entre les deux, *Témoignage Chrétien* demande une épuration « dans la lumière et dans l'ordre » (1<sup>er</sup> septembre 1944), approuvant la nouvelle sanction « d'indignité nationale » adoptée par le G.P.R.F. (voir Simonin 2008) :

Nous ne verserons pas de pleurs sur les plumeaux que frappera demain le verdict d'indignité nationale. Il fallait choisir entre la pâtée des Allemands et l'estime des Français. (*Témoignage Chrétien*, 7 octobre 1944)

L'épuration trouve sa légitimation aussi bien juridique que morale dans la référence à la Révolution française. Le poète résistant Jean Casou écrit ainsi dans *Les Lettres françaises* du 21 juillet 1945, au moment du procès du maréchal Pétain :

Eh ! oui, il y a guerre. Guerre entre deux clans, deux sectes, deux bandes, deux partis, comme on voudra les appeler, le parti de la France et le parti des ennemis de la France. Et guerre qui n'est pas terminée. Donc, et puisqu'il faut se battre, ne faut-il pas se battre ? Et avec vi-

gueur, et avec passion ? Et je rappellerai les raisonnements fondés en raison, et dénués de tout sectarisme, de Camille Desmoulins et de Saint-Just, à propos du traître Louis XVI, démontrant que ce criminel devait être jugé non comme citoyen, mais comme ennemi, car il s'agissait du salut du peuple français. Non de la satisfaction de la manie sanguinaire, mais du salut du peuple français. De la défense de ce peuple contre un ennemi, contre ses ennemis. (Jean Cassou, *Les Lettres françaises*, 21 juillet 1945; c'est Cassou qui souligne).

Dans le même esprit, Claude Morgan cite dans *Les Lettres françaises* du 11 août 1945 le mot de Saint-Just : « La République ne se fonde pas avec l'indulgence, mais avec la rigueur implacable envers tous ceux qui ont trahi ». Même le catholique François Mauriac, qui va dès le mois d'octobre se rallier au thème gaullien de la réconciliation nationale et devenir le porte-parole des « indulgents », fait montre d'une telle intransigeance :

Nous n'hésiterons pas à défendre la liberté par la force contre ses ennemis éternels. Nous comprenons maintenant le sens de la devise révolutionnaire que les timides républicains de Second Empire avaient amputée de l'essentiel : **Liberté, Égalité, Fraternité OU LA MORT**. (François Mauriac, *Les Lettres françaises*, 9 septembre 1944)

La Terreur n'est cependant pas une référence unanimement partagée, bien au contraire<sup>14</sup>. Les prises de position de Mauriac au lendemain de la Libération lui valent de passer pour un « abject Fouquier-Tinville »<sup>15</sup>. Il n'est du reste pas le seul à être ainsi qualifié. Paul Léautaud, qui écrit à Paulhan : « à la guillotine près, – qui viendra peut-être, – ce que nous voyons n'est pas loin de 93 », décerne à Duhamel le titre de « petit Fou-

---

<sup>14</sup> Anne Simonin (1998) montre cependant qu'à l'exception des courants qui se réclament de la tradition contre-révolutionnaire (l'Action française notamment), la droite extrême assimilera, à partir de 1947, l'épuration à la « Terreur blanche » de la Restauration. Comparer les épurateurs de 1945 au Comité du salut public reviendrait, en effet, à les anoblir. Notons, en outre, que l'assimilation du rétablissement républicain à la Restauration est le pendant de la stigmatisation de la Troisième République comme « l'Ancien Régime », représentation mise en circulation après la défaite de 1940 par les « révolutionnaires » fascistes.

<sup>15</sup> Roger Lannes, *Journal inédit*, cité par Jean Touzot, *Mauriac sous l'Occupation*, op. cit., p. 108.

quier-Tinville »<sup>16</sup>. Appartenant à la génération d'avant-guerre et très méfiants à l'égard des communistes, Mauriac et Duhamel ne vont pourtant pas tarder à adopter une ligne plus modérée et à se rallier à l'idée de réconciliation nationale préconisée par le général de Gaulle. Ce qui leur vaut cette fois d'être qualifiés d'« indulgents », en référence à la Révolution française, par la jeune génération intransigeante, que représente notamment Albert Camus, avec lequel Mauriac va s'affronter à ce propos dans une polémique que l'auteur de *La Peste* résumera par les termes « Justice ou charité »<sup>17</sup>. Lors de l'enquête lancée par l'hebdomadaire *Carrefour* en mars 1945<sup>18</sup>, peu après l'exécution de Brasillach, sur la question plus spécifique de la responsabilité de l'écrivain, la nouvelle génération, représentée par Vercors, Pierre Seghers, Emmanuel Mounier, Claude Aveline et Max-Pol Fouchet, se confronte à ses aînés, Gabriel Marcel, Georges Duhamel et Émile Henriot. Sans remettre en cause la notion même de responsabilité, ces derniers tentent de lui imposer des limites, ou de proposer une échelle. À l'opposé, Vercors et Seghers vont, quant à eux, jusqu'à considérer la responsabilité de l'écrivain comme supérieure à celle de l'industriel, justifiant ainsi la punition des intellectuels collaborateurs par la peine capitale (voir Sapiro 1999 : 614-621).

### 2.3.2. La révolution

Par-delà les valeurs qui en sont issues et le châtement des traîtres, la Révolution sert de référence en ce moment de réorganisation des structures sociales. Le désir de « refaire la France » associé au rejet des « formules périmées », à savoir les institutions de la Troisième République, engendre des projets « révolutionnaires ». « Au total, même si cette période de l'immédiat après-Libération n'a pas été révolutionnaire dans les faits, elle a été vécue comme telle dans l'opinion », constate Pierre Laborie (1983 : 72). La prégnance des références aux révolutions du passé pour penser le passé proche, le présent et l'avenir, nourrit ce climat révolutionnaire. La notion de révolution fonctionne dans

---

<sup>16</sup> Lettre de Paul Léautaud à Jean Paulhan, 20 octobre 1944, Fonds Jean Paulhan, Archives IMEC.

<sup>17</sup> Albert Camus, « Justice et charité », *Combat*, 11 janvier 1945.

<sup>18</sup> Les réponses à l'enquête sur « la responsabilité de l'écrivain » ont paru dans *Carrefour* du 10 février au 17 mars.

ce contexte comme un opérateur axiologique positif, contrairement à la connotation négative qui lui avait été associée tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle.

La révolution, c'est avant tout le renouvellement des structures politiques, et plus particulièrement, la création d'une nouvelle classe dirigeante. Ainsi, le projet du « châtement des traîtres » s'inscrit dans la perspective plus vaste du renouvellement des cadres. Cependant les programmes politiques de la Résistance ne vont pas beaucoup plus loin que des formules générales. Son projet « révolutionnaire » est, en fait, économique, comme l'explique Mirkine-Guetzévitch : « les hommes politiques et les chefs de la Résistance, en 1944, interprétaient la libération comme une révolution économique, distributive et productionniste, et non comme une révolution politique » (Michel, Mirkine-Guetzévitch 1954 : 59). Le libéralisme économique est le repoussoir contre lequel s'inscrivent ces programmes, qui oscillent entre dirigisme étatique et anarcho-syndicalisme, la première tendance l'emportant largement (sur les options et débats autour de ces questions en France depuis les années 1930, voir Denord : 2007). Comme sous le régime de Vichy, il y a un fort écart entre le discours « révolutionnaire » et les formes entreprises, qui plaide en faveur de notre suggestion de distinguer la construction des représentations collectives de la « planification » au sens des actions concrètes et des politiques engagées pour transformer les structures sociales (la notion de « plan » va d'ailleurs être adoptée dans cette perspective dirigiste).

La représentation « révolutionnaire » est d'autant plus révélatrice de l'image d'une France qui évolue par révolutions et de l'analogie entre la Libération et 1789 que les programmes mêmes ne furent souvent que réformistes (Madjarian 1980). Il s'agissait plus de canaliser l'effervescence révolutionnaire que de l'attiser. Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance, préconise ainsi la « révolution par la loi ». Toutes les mesures économiques et sociales qui furent adoptées (nationalisations, suffrage féminin, prolongation de la scolarité obligatoire) correspondaient au programme du C.N.R. Selon Julliard (1968 : 34), le dirigisme économique qui inspirait ce programme « ne pouvait manquer de rencontrer les tendances politiques profondes du général de Gaulle ». Il faut préciser qu'en dépit des affirmations officielles, le P.C.F. ne fut pas enthousiaste quant aux nationalisations qui,

effectuées en régime capitaliste, risquaient de desservir la cause du prolétariat (Elgey 1965 : 31). Par ailleurs, le P.C.F. se montra plus réservé que la gauche non communiste sur l'idée d'une « révolution ». Thorez n'avait pas besoin des ordres de Staline pour comprendre que celui-ci rejetait l'éventualité d'une révolution socialiste en France (Elgey, *ibid* : 28) et c'est pourquoi il coopéra pleinement avec de Gaulle.

Toujours est-il que la nouvelle presse semble présenter une image d'« unanimité révolutionnaire ». D'*Action* à *Témoignage chrétien* en passant par *Combat* et *Franc-Tireur*, le thème révolutionnaire est omniprésent, tous, des plus modérés aux plus radicaux, s'accordent au moins sur la nécessité de procéder à des réformes sociales, ainsi qu'en témoignent les extraits suivants :

Comme l'écrit avec raison l'éditorialiste de *Combat* du 27 août : « L'insurrection de Paris ... est née au moins de deux nécessités : une nécessité nationale et une nécessité révolutionnaire. ... Pour l'instant, voulant uniquement insister sur les grandes lignes d'une révolution que tous déclarent nécessaire, les organes des anciens partis et des mouvements de Résistance s'accordent sur un certain nombre de transformations radicales. ... »

A cette restriction près – restriction qui affecte plus la laïcité partisane que nous avons toujours connue qu'une laïcité qui serait vraiment respectée par les laïques, nous acceptons tout à fait les conclusions du *Franc-Tireur* : « Une révolution est nécessaire, une révolution qui, complétant celle d'il y a un siècle, rende enfin la nation maîtresse de son destin économique, mette le travail au service exclusif de la collectivité ». (« revue de la presse libre », *Témoignage Chrétien*, 2 septembre 1944)

Bien loin d'y être contraire, la reconstruction appelle à la révolution (*Témoignage Chrétien*, 15 décembre 1944)

La Révolution que nous avons voulue n'est pas accomplie mais elle est en marche. (Valdi Leduc, *Action*, 5 janvier 1945)

Héritière de la Commune, la résistance veut comme elle non seulement se débarrasser de l'oppression étrangère, mais édifier une Société plus juste et plus fraternelle (Jean Rous, *Gavroche*, 23 août 1945).

Les nuances idéologiques sont toutefois significatives : la notion de révolution n'est pas le même sens pour les catholiques et les communistes. Au désir d'un rétablissement de la légalité et de l'ordre, proche de la vision gaullienne, et qu'illustre bien le thème de la « Révolution par la loi » formulé par le démocrate chrétien Georges Bidault, prési-



dent du Conseil national de la Résistance (il est repris par le Père Chaillet dans *Témoignage chrétien* du 30 septembre<sup>19</sup>), s'oppose la représentation du pôle communiste de la Résistance, qui ne reconnaît que la légalité révolutionnaire : « ... tout est illégal si l'on ne veut pas admettre que la Résistance a créé une nouvelle légalité révolutionnaire », écrit Pierre Hervé dans l'hebdomadaire communiste *Action* du 29 septembre 1944.

Pour refaire l'unité, il ne faut pas lasser l'espoir du peuple qui s'est soulevé non seulement pour chasser l'ennemi, mais aussi pour obtenir la révolution par la loi, dont la France attend impatiemment les premières réalisations. (Pierre Chaillet, S. J., *Témoignage Chrétien*, 30 septembre 1944)

De l'autre côté, nous trouvons la Résistance, image même du pays dans ce qu'il a de meilleur et de plus vivace, nouvelle élite surgie dans le combat contre l'ennemi. Elle s'exprime dans les Force Françaises de l'Intérieur, les comités de la Libération et le Conseil National de la Résistance. Elle exige unanimement, en accord profond avec le peuple, le châtement des traîtres, l'épuration radicale des grands corps de l'État, des réformes sociales profondes qui brisent le pouvoir des trusts et des oligarchies financières internationales. Elle exige, elle revendique, elle réclame, elle proteste, parce que cela est dans son droit. (Pierre Hervé, *Action*, 13 octobre 1944)

Paradoxalement, cependant, les communistes font preuve d'une certaine modération par comparaison à la gauche non communiste. De même qu'ils mettent en avant le principe de liberté (et non d'égalité), ils se montreront plus réservés quant à la dénonciation de la démocratie parlementaire (associée à la Troisième République). Selon Cauter (1967 : 181), ceci s'expliquerait par le fait que, étant toujours suspectés de nourrir des desseins dictatoriaux, ils craignent d'éveiller les soupçons. Mais cela tient également à ce que, Staline n'envisageant pas à cette époque de révolution socialiste en France, la stratégie du P.C.F. était de se renforcer en coopérant avec le gouvernement.

---

<sup>19</sup> L'isolement de la gauche chrétienne au sein d'une gauche pour laquelle le principe de laïcité est une valeur qui va au-delà de la séparation de l'État et de la religion et la tendance majoritairement modérée du public catholique auquel il s'adresse expliquent sans doute la stratégie politique de ralliement de *Témoignage chrétien* au M.R.P., dont Georges Bidault est un des dirigeants, et qui se présente comme le parti de la fidélité (à de Gaulle).

Du côté de la gauche progressiste de *Témoignage chrétien*, les projets relèvent plus d'un socialisme de filiation proudhonienne que des réformes dirigistes du C.N.R., comme le montrent les sous-titres d'un article intitulé « La révolution est en marche » (*Témoignage chrétien*, 12 janvier 1945), et où il est question de gérance des entreprises d'intérêt général par la communauté, de communautés d'entreprises privées gérant les moyens de production importants, qui deviennent copropriété de tous leurs membres (« au travail : le profit, au capital : un loyer ») :

Nous voulons une Révolution par la loi.

Elle se fera par la suppression du système capitaliste libéral.

Elle se fera avec les travailleurs, par la reconnaissance de la majorité de la classe ouvrière.

Elle ne se fera pas sans une réforme de la conception de la propriété.

(*Témoignage Chrétien*, 12 janvier 1945)

C'est de *Carrefour* qu'émanent les accents les plus gaulliens. Le ministre de l'Information Pierre-Henri Teitgen (M.R.P) y publie un article où il parle de « démocratie économique », d'« économie socialisée » qui a pour but de « substituer à la concurrence anarchique des intérêts privés l'impératif du bien commun » ; et de conclure que « de pareilles réformes de structure ne peuvent par conséquent se développer, fidèles à elles-mêmes, que dans une société où retentit en permanence l'appel du héros et du saint ». Il n'emploie pas le terme de révolution. De même, dans cette citation tirée d'un éditorial où l'on retrouve tous les thèmes de la « reconstruction » dont il est question ici – châtement des traîtres, unité (« souveraineté nationale »), participation de la Résistance (« des hommes qui aient fait leurs preuves ») – il n'est question que de « réformes profondes » et du « rétablissement de l'ordre et de la légalité ».

Depuis de longues années, notre pays n'avait pas connu cette communion dans la mystique de la patrie. Une telle révélation nous dicte nos devoirs. Tout mettre en œuvre pour sauvegarder cette souveraineté nationale. Exclure ceux qui se sont écartés eux-mêmes par leur indignité. Ne pas nous laisser entraîner par les rancunes personnelles, mais frapper fort ceux qui méritent de l'être, si haut placés soient-ils. Rétablir l'ordre et la légalité. Nous adapter aux tâches qui nous attendent. La nation tout entière dressée veut des réformes profondes et pour les réaliser des hommes qui aient fait leurs preuves. (*Carrefour*, éditorial, 9 sep-

tembre 1944)

### 2.3.3. L'unité des Français

L'unité des Français apparaît comme l'un des thèmes politiques les plus prépondérants au cours des derniers mois de l'an 1944. Si la représentation de l'unité ressort d'abord, en creux, du contraste avec la catégorie des traîtres, elle est renforcée par une représentation positive : l'unanimité qui a caractérisé le combat contre l'occupant (hormis les « traîtres ») et qui se rattache au principe de « fraternité », montre que c'est dans l'unité, fondée sur l'amour de la patrie, que la France a retrouvé sa grandeur ; c'est donc dans l'unité qu'il faudra la reconstruire.

Comme le montre Pierre Laborie (1983 : 74), l'idée d'unité est complémentaire de la représentation du rôle révolutionnaire la Résistance. En effet, elle est perçue comme condition nécessaire à toute transformation par tous les courants d'opinions (les « nostalgiques de Vichy ou de la collaboration » mis à part), qui adhèrent à cette « image d'une communauté nationale retrouvée et fortifiée ». Tous les journaux font écho à cet appel à la cohésion nationale, seul gage de la reconstruction :

Nous saurons unir tous ceux pour qui le mot « Patrie » a un sens profond de réalité et non de slogan. (A. Mandouze, éditorial, *Témoignage Chrétien*, 9 septembre 1944).

Il n'est pas possible, en effet, qu'après avoir manifesté dans la Résistance, dans la continuation ininterrompue de la lutte à l'extérieur, dans le combat intérieur au grand jour, une telle unanimité, une telle foi, une telle abnégation, il n'est pas possible que la France ne montre pas tout de suite qu'elle est prête à faire preuve des mêmes qualités dans la remise en ordre de la maison. (Jean Marin, *Carrefour*, 21 octobre 1944).

Le travail de reconstruction réclame, autant que le réclamait la lutte dans l'ombre, l'effort commun de tous les Français. ... Il nous faut conserver – et retrouver si nous l'avons perdu – l'esprit qui animait la Résistance. Il nous faut maintenir cette **union fraternelle** qui nous faisait meilleurs. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 28 octobre 1944)

Nous n'avons cessé d'affirmer pendant toute la durée de l'occupation que notre union serait le gage de notre victoire. Elle reste la condition de notre renaissance. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 25 novembre 1944)

À la veille de ce 14 juillet 1945, premier « Quatorze Juillet de la Victoire », encore meurtris par la guerre, dans le pieux souvenir de leurs

Morts innombrables, les Français doivent, comme les citoyens de 1790, s'engager à « demeurer unis par les liens indissolubles de la Fraternité ». L'union de tous est le plus sûr garant de la grandeur d'une France immortelle. (André Clair, *Gavroche*, 12 juillet 1945)

Pierre Laborie précise que « la référence unitaire devient une véritable mystique, 'un acte de foi dans les destinées futures du pays' » (*ibid* : 75). Le thème est donc renforcé par la rhétorique mystique que l'on a déjà vue à l'œuvre dans les représentations des « années noires ». Le « manifeste des écrivains français » publié dans le premier numéro des *Lettres françaises* (9 septembre 1944), par exemple, appelle à demeurer unis « pour la résurrection de la France ». De même, l'expression « la mystique de la patrie » est couramment employée à cette fin. Dans *Carrefour*, Yves Helleu propose de « grouper, dans une mystique et un dynamisme collectifs, la grande masse des citoyens » :

Constatant que les meilleurs éléments de la nation, **unis sans distinction de classe ni d'opinion dans la mystique de la patrie, avaient enfin réalisé la souveraineté française**, nous demandions ici que tout soit mis en œuvre pour sauvegarder cette souveraineté. Elle seule permit de sauver la France et d'éviter la révolution sanglante. Elle seule permettra d'affronter les tâches qui attendent : reconnaissance 'de jure' du gouvernement, participation aux négociations de la paix, reconstruction et rénovation dans tous les domaines. ... Dès avant la guerre, nous étions moins divisés que ne le laissait croire la mosaïque parlementaire. Mais plus que jamais, depuis l'épreuve, l'opinion politique déborde les partis. Par delà les nuances diverses, elle réclame des transformations profondes. (Yves Helleu, *Carrefour*, 16 septembre 1944)

Mais l'appel à l'union qui émane de toute la presse cache en réalité des intérêts divergents. À l'instar de la notion de « révolution », il fonctionne comme un opérateur axiologique positif, que les différentes mouvances se réapproprient pour légitimer leur programme. En fait, la vision unitaire mystique présentée dans *Carrefour* est beaucoup plus proche de la conception gaullienne de l'unité d'un peuple incarnée en son chef que de la représentation du Front National<sup>20</sup> qui sert d'appui à un programme politique : la fusion de la Résistance en un parti. Cette dernière position peut être illustrée par les éditoriaux de Claude Mor-

---

<sup>20</sup> Rappelons qu'il s'agit de l'organisation de Résistance contrôlée par les communistes.

gan dans *Les Lettres françaises* de septembre à décembre 1944 ainsi que par ceux d'*Action*, comme on le verra ci-dessous.

### 2.3.4 « Rien sans la Résistance »

« Au-delà des divergences dans les courants de pensée, écrit Pierre Laborie (1983 : 67), les résistants de l'intérieur, et spécialement ceux des générations antérieures à juin 1944, n'imaginaient pas que leur rôle puisse se terminer avec le départ de l'occupant. Dans leur esprit, en raison même des conditions de formation des mouvements en zone libre, les finalités de l'action ne devaient jamais séparer la lutte armée d'une volonté politique de reconstruction rejetant à la fois le régime de Vichy et les modèles antérieurs ». Si l'épuration représentait l'aspect négatif de la rénovation morale de la France, la devise « rien sans la Résistance » constitue son aspect positif : devenue, on l'a vu, le symbole du patriotisme français dont elle incarne toute la tradition, la Résistance apparaît comme une force spirituelle qui, par son pouvoir unificateur et par l'esprit d'abnégation qu'elle illustre, pourra assurer le rétablissement moral de la nation au terme de l'« épreuve ». C'est pourquoi elle doit jouer un rôle majeur dans l'effort de reconstruction :

La Résistance est tout autre chose qu'une flambée passagère. Elle est un refus devant la lâcheté et aussi devant les glissements. Elle est essentiellement une attitude d'âme. À ce titre elle a, au premier chef, sa place non seulement à l'heure de la bataille mais à celle de la reconstruction. (Témoignage Chrétien, 8 décembre 1944).

C'est dans la ferveur patriotique qui anime ces représentants de la Résistance française – en qui se retrouvent les plus belles qualités de notre peuple – que réside la chance de la France. Ils ont juré, en se séparant, qu'ils ne se désuniraient jamais, qu'ils resteraient fidèles à l'espérance de ces fils et de ces filles de France qui sont morts pour la Patrie. Ce sont hommes de volonté, de ce moral, inconnus issus des profondeurs de la nation, qui de tout temps ont assuré la continuité de la grandeur française (Claude Morgan, *Lettres françaises*, 23 décembre 1944).

Mais pour exercer son pouvoir spirituel, pour prendre une part active à la reconstruction, il lui faut des moyens politiques. Or, de la mouvance gaulliste au Parti communiste, le retour à la « normale » passe par une lutte souterraine des anciens cadres dirigeants pour évincer les nouvelles élites issues de la Résistance : en témoignent aussi bien le ralliement de Maurice Thorez à la décision de de Gaulle de désarmer les

F.F.I. que la marginalisation des résistants au sein de l'appareil du parti communiste. La stratégie qu'emploient les agents qui se réclament de « l'esprit de Résistance » pour formuler leurs revendications politiques est simple : la nécessité de préserver l'« unité des Français » permet de présenter la Résistance comme la seule force politique capable de dépasser les tendances partisans :

Il faut choisir entre le respect d'une légalité purement formelle, désormais étrangère au peuple de France après quatre années d'illégalité créatrice et l'unité profonde avec le pays. Pour maintenir cette unité, il suffit au gouvernement de collaborer en pleine confiance avec les organismes de la résistance. Il y a un courant continu qui va du peuple à ces organisations et qui doit se prolonger jusque dans les Conseils d'État (Valdi Leduc, *Action*, 6 octobre 1944)

Ces mêmes champions de la démocratie s'élèvent, comme l'éditorialiste de *L'Aurore*, « contre la prétention que peuvent avoir des soldats, parce qu'ils ont fait magnifiquement leur devoir, à prendre en main les leviers de commande de l'organisme compliqué qu'est une grande nation ». Ils tentent de démontrer que la Résistance ce n'était pas la France mais une minorité qui lui imposait sa loi.

Les Résistants qui combattirent effectivement furent une minorité. C'est vrai. Mais ils avaient derrière eux pour les soutenir et les aider la masse de la nation qui souhaitait, à l'encontre de Laval et de Pétain, la défaite allemande. L'immense majorité du pays était avec eux. (Claude Morgan, *Lettres françaises*, 16 décembre 1944)

Bien entendu, si tous ceux qui s'en réclament semblent d'accord sur le fait que « l'esprit de Résistance doit sonner le ralliement du peuple français », ils se trouvent divisés sur la forme que doit revêtir cette mission de la Résistance. Sans nous étendre sur la complexité des rapports entre les deux grands mouvements de Résistance, le Mouvement de Libération nationale (M.L.N.), constitué d'éléments socialistes et gauchisants, et le Front national, de tendance communiste, et de leurs relations avec les partis, nous ne citerons ici que le programme politique du Front National : la fusion de la Résistance en un parti. Ce programme découle directement de la représentation du rôle unificateur de la Résistance. Voici comment il est présenté dans *Les Lettres françaises* et dans *Action* (on notera que, dans ce dernier, l'argument s'appuie sur les deux thèmes de l'unité et de la révolution) :

Il faut que la Résistance, unie, marche d'un même pas et rassemble l'unanimité du pays derrière elle. Le magnifique congrès des comités de

la Libération de quarante départements de zone sud doit être suivi d'un congrès de tous les départements à Paris. Les États Généraux de la Renaissance française doivent être l'occasion pour tous les patriotes d'une manifestation éclatante d'unanimité et de volonté constructive. Il faut qu'aux prochaines élections des conseils municipaux et généraux il y ait partout des listes uniques de la Résistance. (Pierre Hervé, *Action*, 13 octobre 1944)

C'est sur une liste commune de la Résistance que, dans le moindre village, doit s'affirmer la volonté d'unité, de victoire et de révolution constructrice du peuple français. (éditorial d'*Action*, 27 octobre 1944)

[...] l'union de tous les Français dans une action énergique de reconstruction et de guerre. Le renoncement jusqu'à la fin des hostilités à nos querelles politiques. La fusion étroite de deux grands mouvements de la Résistance. La présentation aux prochaines élections de listes uniques composées de patriotes appartenant à tous les partis, à toutes les classes sociales, à toutes les confessions. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 9 décembre 1944)

Il n'est pas d'autre solution que les listes uniques, c'est-à-dire le grand rassemblement de tous les Français de bonne volonté qu'aucune différence d'opinion ne sépare quand il s'agit de la guerre, de la victoire et de la renaissance de la patrie. (Claude Morgan, *Les Lettres françaises*, 16 décembre 1944)

Ce projet d'unification des Mouvements de Résistance, qui sera d'ailleurs rejeté par le M.L.N.<sup>21</sup>, éveille la méfiance au sein de courants non communistes qui, craignant l'emprise du P.C., accusent les résistants d'exclusivisme par un renversement de l'argument : « l'esprit de Résistance » doit unir le peuple et non pas être à l'origine de nouvelles divisions. On reconnaît à nouveau dans cette position des accents gaullois :

Or, le 25 août, la France fut unanime. ... L'unanimité. C'était peut-être là, après quatre années, la plus grande victoire française. Voilà où nous en étions il y a trois mois. Et maintenant ? Rien sans la Résistance. ... La Résistance, en outre, a des droits à l'action. La logique, enfin, est de confier le pays à ceux qui l'ont sauvé parce qu'ils n'ont cessé de croire en lui. ... Dès l'aube du régime il [de Gaulle], il fit un pas vers l'universalité française : « Tous les Français, toutes les Françaises ». Avec ces simples mots, il y avait de quoi refaire toute la France en quelques secondes. ...

---

<sup>21</sup> Selon Jacques Chapsal (1966: 96), les éléments socialisants et gauchisants du M.L.N. ne voulaient pas d'une gauche dominée par le P.C.

La voie était tracée. Il ne restait qu'à la suivre. On ne l'a pas fait, et l'esprit de divorce s'est accentué. Du côté de la Résistance, on est allé jusqu'à l'exclusivisme. ...

Il ne faut pas que la France soit à la merci d'un parti politique qui l'accapare, ni de plusieurs partis qui la divisent. C'est l'esprit de résistance qui doit sonner le ralliement de la France entière. Voilà la vraie mission de la Résistance.

Vous, les hommes de la Résistance, les grands de la Résistance, on frappe à la porte de vos conseils et de vos assemblées. Des pas se présentent. Une grande prière s'élève. Ne fermez pas votre porte. Demandez plutôt qui est là, et on vous répondra : « La France, messieurs ». (Jean Bernard-Derosne, *Carrefour*, 13 janvier 1945).

Le rôle des opérateurs axiologiques tels que la « révolution », « l'unité de français », « l'esprit de la Résistance », n'apparaît jamais aussi clairement que lorsqu'il s'agit de présenter des programmes de réforme. Leur réappropriation contradictoire pour légitimer des programmes divergents voire opposés politiquement est révélatrice du mode de production des représentations collectives visant à susciter l'adhésion la plus large possible. C'est le cadre national qui fournit ici la justification discursive aussi bien que la rhétorique de la prédication émotionnelle.

### 3. Conclusion

Les périodes de crise de la « conscience collective » sont des terrains d'observation privilégiée du mode de production des représentations collectives. Comme le montre le cas de l'occupation allemande en France et de l'avènement du régime de Vichy, la crise de l'identité nationale et la lutte entre les forces politiques entraînent une surproduction de représentations visant à reconstruire l'« image de soi » d'une nation déchirée par les luttes intestines et menacée dans son indépendance. Cette reconstruction s'appuie sur des répertoires canoniques, comme les événements qui scandent l'histoire nationale, et sur des opérateurs axiologiques, qui peuvent varier selon les conjonctures (on a vu ici le rôle de la notion de « révolution » ou du thème de « l'unité »).

L'étude de situations de crise et des périodes de sortie de crise permet donc de déceler les éléments constitutifs de l'« image de soi » d'une société, c'est-à-dire les représentations les plus fondamentales de la « conscience collective », qui ont été inculquées à ses membres à travers



l'éducation et sont réactivées dans les médias. Elle montre aussi comment ce répertoire de représentations peut faire l'objet de luttes d'appropriation, et comment certains éléments peuvent être rendus actuels ou changer de valeur. La sélection et l'adaptation de représentations existantes à la conjoncture et à l'idéologie motrice des agents, la fonction spécifique qui leur est assignée dans cette conjoncture, la production de nouvelles représentations du passé proche dans le cadre d'une première cristallisation d'événements récents dans la « mémoire collective » ainsi que celle de projets et de programmes futurs constituent autant de facteurs dynamiques qui rendent raison de l'évolution et des transformations de l'« image de soi ». Corrélativement, l'effet de continuité provient de ce que même les nouvelles représentations ne peuvent être produites qu'à partir de répertoires existants et qu'elles sont rattachées aux représentations canoniques, la légitimation d'une idéologie passant le plus souvent par sa réinscription dans une tradition, un passé, un héritage.

Nécessitant un certain capital culturel, cette fonction de production de représentations collectives et de réajustement des schèmes et des opérateurs axiologiques, autrefois prise en charge par le clergé ou par les prophètes qui contestaient l'orthodoxie de ce dernier, est assumée dans les sociétés modernes par des intellectuels, sur la base de la même division du travail entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel. On a déjà évoqué le rôle qu'ils ont joué dans la construction des identités nationales. Mais avec l'autonomisation du champ intellectuel depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle et la division du travail intellectuel, on peut s'interroger sur les conditions d'engagement des intellectuels dans la production et la reproduction de représentations nationales.

En France, le nationalisme avait été approprié par l'extrême-droite à la fin du XIX<sup>ème</sup>, mais les républicains, arrivés au pouvoir depuis 1881, s'en réclamaient aussi, dans une acception différente, moins étroite et plus arrimée – en théorie du moins – à des valeurs universelles comme les droits de l'homme. La Première Guerre mondiale vit culminer le consensus nationaliste, à l'exception d'une poignée de pacifistes considérés comme des traîtres à la nation. L'expérience des excès du nationalisme et de ses effets ont cependant favorisé l'adoption, par les intellectuels de gauche, d'une idéologie internationaliste promue par la Société des nations (SDN), qui concevait les échanges culturels comme

moyen de pacification : nombre d'intellectuels s'impliquèrent dans l'Institut international de coopération intellectuelle de la SDN (Renoliet 1999 ; Sapiro 2009). Certes, à la différence de l'internationalisme d'extrême-gauche, celui-ci reposait sur l'idée d'États-nations et ne remettait donc pas en cause le cadre national de pensée. Ceci explique que nombre d'internationalistes de l'entre-deux-guerres aient pu adhérer au discours patriotique pendant l'occupation allemande. Le changement de ligne du Parti communiste en 1937 en faveur de la voie nationale vers le communisme permit le ralliement de ses membres et compagnons de route à ce discours (sur le Parti communiste à cette époque, voir entre autres Rioux, Prost et Azéma, 1987). Seule l'extrême-gauche trotskyste garda une certaine distance à l'égard de ce nationalisme (dénonçant notamment l'hypocrisie de communistes en la matière).

Si la lutte contre l'occupant a revêtu presque naturellement une forme nationale, c'est parce que cette forme se présentait spontanément dans le répertoire des représentations collectives constitutives de « l'image de soi » de la société française, mais elle n'avait rien de nécessaire, puisque le nationalisme a pu aussi bien justifier par le passé des formes d'impérialisme, qu'il s'agisse de la colonisation ou de l'occupation par la France d'autres territoire (par exemple pendant les guerres napoléoniennes), ce que les partisans de la Collaboration n'ont pas manqué de rappeler. Par ailleurs, le combat contre l'idéologie nazie aurait très bien pu reposer uniquement sur les principes des droits de l'homme, de liberté, d'égalité, et de fraternité, sans recourir au cadre national, auquel ils ont été rattachés par les résistants. Deux facteurs expliquent cette adhésion spontanée au cadre national par des intellectuels qui l'avaient auparavant critiqué : l'inscription de cette guerre dans l'histoire des conflits et des rivalités entre la France et l'Allemagne, en particulier depuis la défaite de 1870 (rappelons que ces deux nationalismes se sont construits en étroite relation et à travers des échanges et emprunts ; Digeon, 1959) ; la lutte contre l'appropriation des symboles nationaux par le régime de Vichy, qui fut perçue comme un détournement de l'héritage national. Le cadre national était aussi le dénominateur commun le plus large et le plus mobilisateur face à l'occupant.

Si les conditions de production de ces représentations invitent à une sociologie des producteurs que nous avons réalisée ailleurs (Sapiro 1999), se pose la question de leur réception et de leur impact. La diffusion de ces hebdomadaires politico-culturels ainsi que leur couleur politique donne une idée assez précise du public qu'ils pouvaient atteindre. Le capital symbolique dont jouissaient ces écrivains et le rôle prophétique qu'ils ont joué à cette époque, donnant forme aux attentes implicites dans une période de crise de l'identité collective, permet aussi de supposer que ces représentations ont eu un réel impact. Mais une enquête de réception plus poussée demanderait à mettre cette production en relation avec d'autres types de sources : d'une part, des représentations produites dans d'autres cadres, et incluant l'image (comme la littérature enfantine ; voir par exemple Proud : 1995), d'autre part, des sources concernant directement la réception, comme les enquêtes d'opinion réalisées par les services de police (utilisées par Pierre Laborie, par exemple), les correspondances, les journaux intimes. Elles permettraient de mesurer à quel point le cadre national était enraciné dans les schèmes de perception des individus et façonnaient leurs manières de penser, leurs sentiments et leurs émotions.

### Références bibliographiques

- Atack, Margaret 1989. *Literature and the French Resistance. Cultural politics and narrative forms 1940-1950*. Manchester/NY : Manchester UP.
- Baruch, Marc Olivier dir. 2003. *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*. Paris : Fayard.
- Bellanger, Claude 1961. *Presse Clandestine 1940-1944*. Paris : Armand Colin.
- Bianchi, Serge 1928. *La Révolution culturelle de l'an II : élites et peuple (1789-1799)*. Paris : Aubier Montaigne.
- Bloch, Marc 1990. *L'Étrange défaite*. Paris : Gallimard. Rééd. « folio/ histoire ».
- Bourdieu, Pierre 1971. « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *Archives européennes de sociologie*, XII (1) : 3-21.
- 1977. « Sur le pouvoir symbolique », *Annales ESC*, mai-juin 1977, 405-412.
- 1980a. *Le Sens pratique*. Paris : Minuit,
- 1980b. « Le Nord et le Midi : contribution à une analyse de l'effet Montesquieu », *Actes de la recherche en sciences sociales* 35, 21-25.
- 2002 (1972). *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, Pierre et Luc Boltanski 1976. « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2-3, 4-73.
- Cassirer, Ernst 1972. *La Philosophie des formes symboliques*, t. 1, *Le Language*, trad. fr. Paris : Minuit.
- Caute, David 1967. *Le Communisme et les intellectuels français 1914-1966*. Paris : Gallimard, (1<sup>ère</sup> éd. 1964).
- Chapsal, Jaques 1966. *La Vie politique en France depuis 1940*. Paris : PUF.
- Déloye, Yves 1994. *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*. Paris : PFNSP.
- Denord, François 2007. *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*. Paris : Demopolis.
- Digeon, Claude 1959. *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*. Paris : PUF.
- Durkheim, Émile 2007 [1893]. *De la division du travail social*. Paris : PUF.
- 2009. *Les Règles de la méthode sociologique* [1895]. Paris : Payot.
- Durkheim, Émile 1898. « Représentations individuelles et représentations collectives », *Revue de métaphysique et de morale*, VI : 273-302.

- Durkheim, Émile et Marcel Mauss 1901-1902. « De quelques formes de classification – contribution à l'étude des représentations collective », *L'Année sociologique*, 6 : 1-72.
- Elgey, Georgette 1965. *La République des illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IVe République*. Paris : Fayard, 1965.
- Even-Zohar, Itamar 1990. *Polysystem Studies* [= *Poetics Today*, 11: 1].
- 2000. "The Making of Repertoire, Survival and Success under Heterogeneity". In *Festschrift für die Wirklichkeit*, Guido Zurstiege, ed. Darmstadt : Westdeutscher Verlag, 41-51.
- 2002. "Culture Planning and Cultural Resistance." *Sun Yat-Sen Journal of Humanities* 14, 45-52.
- 2005. "Laws of Cultural Interference." In Itamar Even-Zohar. *Papers in Culture Research*.
- 2008. "Culture Planning, Cohesion, and The Making and Maintenance of Entities." In *Beyond Descriptive Translation Studies : Investigations in Homage to Gideon Toury*. A. Pym, M. Shlesinger and Daniel Simeoni eds. Amsterdam / Philadelphia : John Benjamins, 277-292.
- Faure, Christian 1989. *Le Projet culturel de Vichy. Folklore et révolution nationale 1940-1944*. Paris : Éditions du CNRS/Presses Universitaires de Lyon.
- Fauvet, Jacques 1959. *La IVe République*. Paris : Fayard.
- Fouilloux, Etienne 1997. *Les Chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*. Paris : Seuil.
- Gellner, Ernest 1989. *Nations et nationalisme*. Trad. fr. Payot. Paris.
- Gervereau, Laurent et Denis Pechanski ed. 1990. *La Propagande sous Vichy*. Paris : Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.
- Girardet, Raoul 1983. *Le Nationalisme français. Anthologie 1871-1914*. Paris : Seuil.
- Goffman, Erving 1974. *Frame Analysis. An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge, MA : Harvard University Press ; trad. fr. : 1991, *Les Cadres de l'expérience*. Paris : Minuit.
- Halbwachs, Maurice 1994 [1925]. *Les Cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel.
- Herskovits, Melville J. 1948. *Man and His Works : The Science of Cultural Anthropology*. New York : Alfred A. Knopf.

- Julliard, Jacques 1968. *La IVème République (1947-1958)*. Paris : Calmann-Lévy.
- Kedward, Harry Roderick & Roger Austin eds. 1985. *Vichy France and the Resistance. Culture and Ideology*. Towota/New Jersey : Barnes & Noble Books.
- Kedward, Harry Roderick & Nancy Wood eds. 1995. *The Liberation of France : Image and Event*, Washington/Oxford : Berg.
- Laborie, Pierre 1990. *L'Opinion française sous Vichy*. Paris : Seuil.
- Lotman, Jurij M. 1976. « Culture and Information. » *Dispositio* 1 (3) : 213-215.
- 1977. « The Dynamic Model of Semiotic System. » *Semiotica* 21 (3/4).
- Lotman, Jurij M., B.A. Uspenskij, V.V. Ivanov, V.N. Toporov & A.M. Pjatigorskij 1975. "Theses on the Semiotic Study of Cultures (as Applied to Slavic Texts)." In Th. A. Sebeok ed. *The Tale-tell sign*. The Peter-de-Ridder Press, 57-84.
- Lotman, Jurij M & B. A. Uspensky 1978 (1971). "On the Semiotic Mechanism of Culture". *New Literary History* 9 (2) : 211-232.
- Lottman, Herbert R. 1986. *L'Épuration 1943-1953*. Paris : Fayard.
- Madjarian, Gérard 1980. *Conflits, pouvoirs et société à la libération*. Paris : UGE.
- Michel, Henri & Boris Mirkine-Guetzévitch eds. 1954. *Les Idées politiques et sociales de la Résistance (documents clandestins 1940-1944)*. Paris : PUF.
- Mottin, Jean 1949. *Histoire politique de la presse 1944-1949*. Paris : Éditions Bilans Hebdomadaires.
- Muel-Dreyfus, Francine 1996. *Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*. Paris : Seuil.
- Murdock, George Peter 1932. « The Science of Culture ». *American Anthropologist* 32 : 200-15.
- Nora, Pierre 1993. « Gaullistes et communistes », in *Les Lieux de mémoire*, III, *Les France*, Pierre Nora dir., I, *Conflits et partages*. Paris : Gallimard, 347-393.
- Novick, Peter 1985. *L'Épuration française 1944-1949*, trad. fr., Paris : Baland.
- Panofsky, Erwin. 1967. *Architecture gothique et art scolastique*, traduction et postface de Pierre Bourdieu. Paris : Minuit.
- Paxton, Robert O. 1973. *La France de Vichy 1940-1944*, trad. fr.. Paris : Seuil, rééd. « Points Histoire ».

- Proud, Judith K. 1995. « Plus ça change... ? Propaganda Fiction for Children », in H. R. Kedward & Nancy Wood eds. 1995. *The Liberation of France. Image and Event*. Oxford (Washington D.C.) : Berg Publishers, 57-76.
- Renoliet, Jean-Jacques 1999. *La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Rioux, Jean-Pierre, Antoine Prost & Jean-Pierre Azéma 1987. *Les Communistes français de Munich à Châteaubriant (1938-1941)*. Paris : PFNSP.
- Roussio, Henry 1987. *Le Syndrome de Vichy 1944-198*. Paris : Seuil.
- 1992. « L'épuration en France. Une histoire inachevée », *Vingtième Siècle*, 33 : 78-105.
- Sand, Shlomo 2010. *Les Mots et la terre, les intellectuels en Israël*, trad. fr.. Paris : Fayard, 2006, rééd. Flammarion, « Champs ».
- Sapiro, Gisèle 1999. *La Guerre des écrivains (1940-1953)*. Paris : Fayard.
- 2003. « L'épuration du monde des lettres », in Marc Olivier Baruch dir., *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*. Paris : Fayard, 243-285.
- 2004. « Défense et illustration de 'l'honnête homme' : les hommes de lettres contre la sociologie », *Actes de la recherche en sciences sociales* 153 : 11-27.
- 2009. « L'internationalisation des champs intellectuels dans l'entre-deux-guerres : facteurs professionnels et politiques ». In Gisèle Sapiro dir., *L'Espace intellectuel en Europe 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*. Paris : La Découverte, 2009, 111-146.
- 2011. *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*. Paris : Seuil.
- Under Press. "Literature's Role in Framing Perceptions of Reality : the Example of the Second World War." In Margaret Attack and Christopher Lloyd dirs., *Framing Narratives of the Second World War and Occupation in France 1939-2009 : New Readings*, Durham : Durham Modern Languages Series, Manchester University Press.
- Simonin, Anne 1998. « 1815 en 1945 : les formes littéraires de la défaite ». *Vingtième siècle* 59, 48-61.
- 2008. *Le Déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité 1791-1958*. Paris : Grasset.
- Suleiman, Susan R. 2001. « Choisir son passé ». In I. Galster dir., *La Naissance du « phénomène Sartre »*. Paris : Seuil.

- Thiesse, Anne-Marie 2001. *La Création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe s.* Paris : Seuil.
- Tilly, Charles 1986. *La France conteste*, trad. fr. Paris : Fayard.
- Voldman, Danièle 1997. *La Reconstruction des villes françaises de 1940 et 1954. Histoire d'une politique.* Paris : L'Harmattan.
- Weber, Max 1995 (1971). *Économie et société*, 2. trad. fr. Paris : Plon, « Presses Pocket ».
- Zeldin, Theodore 1978. *Histoire des passions françaises 1848-1945*, 2. *Orgueil et intelligence.* Paris : Seuil.



Sapiro, Gisèle 2011. « Recadrer la mémoire collective: l'exemple de la France à la Libération. » In *Culture Contacts and the Making of Cultures: Papers in Homage to Itamar Even-Zohar*. Sela-Sheffy, Rakefet & Gideon Toury eds. Tel-Aviv: Tel Aviv University, Unit of Culture Research, pp. 147-218.

[ISBN 978-965-555-496-0] [e-book available from: [http://www.tau.ac.il/tarbut/Publications/Even-Zohar\\_Homage\\_Book.pdf](http://www.tau.ac.il/tarbut/Publications/Even-Zohar_Homage_Book.pdf)]

Gisèle Sapiro is Research Director at the CNRS and Director of Studies at the Ecole des hautes études en sciences sociales. She is also head of the Centre européen de sociologie et de science politique, Paris, and she has been a visiting professor in Germany, Canada, Spain, Romania, Israel, and the United States. Her interests include the sociology of intellectuals, literature and politics, publishing and translation, and the international circulation of cultural products and ideas. She is the author of *La Guerre des écrivains, 1940-1953* (Fayard, 1999; forthcoming in English translation with Duke University Press), and *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (19e-20e siècles)* (Seuil, 2011), and of numerous articles published in journals of sociology, history, political science, aesthetics and literature, cultural studies and French studies. She is also editor or co-editor of *Pour une histoire des sciences sociales* (Fayard, 2004), *Pierre Bourdieu, sociologue* (Fayard, 2004), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation* (CNRS Éditions, 2008),